

De la lutte armée léniniste en République fédérale allemande



**Critique des Cellules révolutionnaires,
des années 1970 à l'aube des années 1990**

Illustration de couverture. «Les émeutes de Rebecca», *London News*, 1843. Nom donné, par les protagonistes, aux émeutes et aux destructions des barrières d'octroi installées par l'aristocratie et l'église anglicane, au pays de Galles, au prétexte de créer des réseaux routiers adaptés à l'industrialisation, à l'extraction de charbon au premier chef. Dans la *Genèse*, les filles de Rebecca représentent la vengeance. Y faisant référence, les paysans et les paysannes galloises s'habillaient en femmes, au cours de leurs attaques. ●

Préambule

Pourquoi revenir aujourd'hui sur l'analyse critique de l'histoire des Cellules révolutionnaires (RZ) en République fédérale allemande (RFA), qui couvre environ deux décennies et qui prend fin, grosso modo, au lendemain de la chute du mur de Berlin ? Pour plusieurs raisons. D'abord, bien que la situation de l'Allemagne réunifiée ne soit pas identique à celle qui prévalait à l'époque de la division de l'Europe entre les deux blocs, celui de l'Ouest et celui de l'Est, ce qui impliquait la constitution de deux États allemands distincts, l'héritage de cette époque n'a pas disparu en totalité comme par magie. Il y a des facteurs de continuité entre le passé et le présent, et l'État qui a surgi de la Réunification en porte les stigmates. Ensuite, les oppositions de type marxiste-léniniste ou assimilé, à des degrés divers, qui existaient dans l'ancienne RFA laissent encore des traces visibles dans celles d'aujourd'hui bien que les groupes les plus caricaturaux, comme la RAF, aient disparu. Personne n'échappe à des dizaines d'années de domination idéologique du léninisme, en Allemagne ou ailleurs, par simple occultation du terme, à moins de croire à la prétendue « *fin des idéologies* ». Pour preuve, à lire bon nombre de brochures, parfois libertaires, j'ai l'impression d'assister à du recyclage du léninisme, même lorsque le nom n'est plus utilisé, en particulier sur la question maudite du soutien à des organisations de type étatiste, adeptes de la « *libération nationale contre l'impérialisme* », au premier chef en Palestine.

C'est pourquoi j'ai décidé de rééditer *Quelques notes critiques sur "En catimini"*, qui datent de plus de dix ans, et d'y adjoindre deux lettres de réponse à des contradicteurs, qui circulèrent quel-

Critique des Cellules révolutionnaires

ques mois après l'édition de ma brochure. Enfin, la récente sortie, aux Éditions Tumult, a priori anarchistes, du recueil *Tout feu, tout flamme*, sous-titré *Entretiens sur la résistance armée avec des anciens des Cellules révolutionnaires*, bourrés d'ambiguïtés et d'impasses sur les côtés les plus marxistes-léninistes des RZ, a fini de me convaincre. C'est pourquoi j'ai repris, en fin de brochure, l'une de mes réponses à des connaissances libertaires, exaspérées par la teneur de l'introduction et des interviews récentes de trois anciens membres des RZ. Comme toujours, je ne publie pas les lettres de mes interlocuteurs et interlocutrices sans leur autorisation expresse. ●

Paris
Novembre 2023
André Dréan

Pour correspondre
nuee93@orange.fr

Critique des Cellules révolutionnaires

Quelques notes critiques sur « En catimini »

Suite à mes réactions plutôt vives envers *En catimini*, quelques amis m'ont demandé de coucher sur le papier mes remarques. J'ai hésité car, au fil des décennies, de bons textes, analysant les oppositions à l'État qui apparurent en République fédérale allemande (RFA) à partir de la fin des années 1960, sont sortis en France. C'est pourquoi, initialement, j'ai commencé à en diffuser quelques-uns, tels que *L'Antifascisme comme ersatz de révolution*, paru en 1991 dans *Temps critiques*. Sans cracher dans la soupe à la façon des repentis, ils abordent les limites idéologiques communes à la majorité des tendances, des organisations, etc., classées sous l'étiquette d'opposition extraparlamentaire (APO), limites reconduites par les groupes armés, Fraction armée rouge (RAF) en tête, et présentées par eux comme autant d'avancées. Pourtant, j'ai finalement décidé de mettre mon grain de sel, en rédigeant les notes qui suivent, dans l'espoir qu'elles aideront ceux qui veulent réfléchir par eux-mêmes et qui n'avalent pas sans broncher les brouets prédigérés. J'ai bien conscience de reprendre parfois, de façon lapidaire, l'essentiel de critiques déjà faites ailleurs et de ne pas être exhaustif. Pourtant, je ne vois pas pourquoi, alors que je ne suis pas tendre envers mon propre passé marxiste-léniniste (ML), qui date de la première moitié des années 1970, j'accepterais que l'on défende aujourd'hui en catimini la même idéologie sous de nouveaux pavillons de complaisance, y compris en lui donnant quelque tournure néo-féministe. En laissant entendre, mine de rien, que des groupes de lutte armée en RFA étaient en quelque sorte des libertaires, comme les cercles affinitaires autonomes, dans l'Espagne des lendemains du franquisme.

Critique des Cellules révolutionnaires

Bien sûr, cela ne signifie pas que tous les communiqués marqués du sigle Rote Zora, par exemple, sont nuls et non avenues. Pour la bonne raison que des individus ne sont pas nécessairement réductibles à l'idéologie installée dans leurs têtes, et que, poussés par leur haine du monde de l'aliénation, ils l'outrepassent parfois, par leurs paroles et par leurs actes. Pour moi, il n'est pas question de jeter le bébé avec l'eau sale, comme le fit le père de l'École de Francfort, Adorno, envers l'APO, alors même que des cercles radicaux reprenaient à leur compte les idées de l'un des meilleurs penseurs issus de l'École, à savoir Marcuse. Au nom de la critique de la « *démocratie totalitaire* », Adorno devint incapable d'entrevoir l'apparition de tendances inédites en RFA, en train de rompre avec les côtés démocrates des idéologues de l'APO. Le summum fut atteint lorsqu'il appela la police du Land de Hesse pour faire cesser « *l'occupation fasciste* » de l'Institut de recherche sociale (IFS) par des anarchistes, hostiles à la science universitaire. Ce n'est pas ma position. En revanche, c'est rendre de bien mauvais services aux révolutionnaires d'aujourd'hui que de valoriser en bloc, sans le moindre recul, les activités des groupes de l'époque, tels que les Cellules révolutionnaires (RZ), et donc de présenter leurs travers comme des modèles à suivre.

Parfois, on reproche aux textes qui traitent de la situation en RFA depuis les années 1950 leur lourdeur philosophique et historique, proverbiale au pays de Hegel. Je ne peux guère faire de tels reproches à *En catimini*, presque totalement muet sur le contexte historique dans lequel sont apparues les oppositions à l'État. Or, bien que l'histoire ne puisse être réduite à celle de la domination, il n'en reste pas moins vrai qu'elle pèse parfois bien lourd sur le cerveau des révoltés lorsqu'ils commencent, selon la célèbre formule, à faire leur propre histoire. Certes, ils partent d'eux-mêmes, mais leur être est aussi social et historique. Par suite, le poids du passé et

Critique des Cellules révolutionnaires

des conditions spécifiques dans lesquelles ils évoluent, et qu'ils ont plus ou moins intégrés sans vraiment en prendre conscience, joue souvent le rôle de limite interne à leur action, aussi importante que l'intervention externe du pouvoir d'État lui-même. D'où la nécessité de tenir compte du contexte historique.

Or, excepté quelques allusions au nazisme et l'exposé ad nauseam des lois coercitives prises par Bonn depuis les années 1950 – type d'exposé factuel dont aucun texte à prétention radicale ne semble désormais pouvoir faire l'économie –, *En catimini* ne contient presque rien. Ce qui, à la fois, affaiblit l'intérêt que des activités des Rote Zora peuvent parfois présenter pour nous et facilite l'escamotage des tares des groupes armés en RFA. L'histoire de la RFA est impensable si l'on évacue la question de la mise en place, puis de la consolidation des blocs issus de la dernière boucherie mondiale. C'est à la suite de la crise de Berlin de 1948 que fut décidée, sous l'impulsion des États-Unis, la création de la RFA. Elle entérinait le partage du monde ébauché à Yalta entre les futurs vainqueurs de la prétendue guerre contre le fascisme et, dans l'optique de Washington, elle indiquait à Moscou la limite à ne pas dépasser en Europe, sur fond de chantage à l'holocauste nucléaire.

Elle sanctionnait le statut quo, la drôle de paix qui allait être connue sous le nom de guerre froide. Mais elle ne fut jamais l'État fantoche que faillit devenir la République de Weimar, les États-Unis ayant évité de reproduire les erreurs de la paix de Versailles, contre la volonté des chauvins français, le Parti communiste français (PCF) compris. L'ombre des tentatives d'insurrection en Allemagne, à la fin et au lendemain de la Première Guerre mondiale, hantait la Maison blanche. Washington ne voulut pas blesser outre mesure le nationalisme allemand et exaspérer la population. D'où l'injection massive de capitaux pour faciliter la reconstruction et la relance de l'économie. Le territoire de la RFA recouvrait donc les zones d'occupation à l'Ouest, avec le secteur ouest de Berlin dans

Critique des Cellules révolutionnaires

le rôle du bunker de l'OTAN installé au cœur de la République démocratique allemande (RDA), encerclé par le Pacte de Varsovie.

La nature d'État de droit moderne de la RFA fut formalisée par l'adoption de la Constitution en 1949. Celle-ci incluait évidemment la batterie habituelle de libertés formelles accordées aux citoyens, suspendues par le pouvoir nazi. De plus, pour définir la citoyenneté allemande, elle reprenait la loi sur l'appartenance au Reich de 1913. Elle retenait comme critères de citoyenneté des catégories « *ethno-culturelles* », telles que l'adhésion aux « *valeurs linguistiques et culturelles allemandes* », héritage du nationalisme du XIX^e siècle, lorsque l'Allemagne était encore morcelée en principautés et la population de langue allemande dispersée à travers l'Europe. Elle biffait les deux critères de « *pureté* » et de « *fidélité* » ajoutés par les nazis, qui avaient encore aggravé le côté « *ethnique* » de la définition originelle et justifié les opérations de « *purification ethnique* » du côté d'Auschwitz. En ce sens, la Constitution sanctionnait la « *rupture avec le nazisme* », pour reprendre les termes de *En catimini*, mais aussi la « *division actuelle de l'ancien Reich en deux États distincts* », comme l'affirma la Cour constitutionnelle de Karlsruhe. En d'autres termes, n'englobant pas « *la totalité du peuple allemand* », bien que « *exprimant les espoirs de progrès de tous les Allemands* », la RFA ne relevait pas stricto sensu de la catégorie d'État nation. Ce que la Cour confirma en soulignant que le nouvel État était provisoire. Aussi provisoire que la nouvelle Constitution que, en toute logique, Karlsruhe nomma Loi fondamentale. En attendant l'hypothétique réunification de l'Allemagne. Laquelle fut réalisée lors de la chute du Mur, à l'époque où le modèle de l'État nation était déjà en crise en Europe. En revanche, les juristes du nouvel État posèrent, au cœur de l'exposé de la Loi fondamentale « *provisoire* », « *la clause d'éternité* ». L'introduction de telles catégories générales, tirées de l'univers métaphysique de Kant, au sein même de la multitude de lois particulières, qui rap-

Critique des Cellules révolutionnaires

pelaient en partie la jurisprudence anglo-saxonne, a de quoi surprendre. En réalité, elle exprimait à merveille la situation particulière de la RFA, État républicain fondé sur la défaite, l'occupation et le dépeçage du Reich nazi entre les vainqueurs.

Étrange pouvoir souverain, privé de la base essentielle qui aurait dû en sanctionner la légitimité : la souveraineté de la totalité du peuple allemand. La clause d'éternité impliquait que, désormais, la remise en cause de la forme de l'État, à savoir la république de type parlementaire et fédérative, serait assimilée à l'atteinte au contenu même de l'État. L'intention de nuire au nouvel État, préalable au passage à l'acte, était déjà susceptible d'être sanctionnée par Karlsruhe. L'article prévoyant la dissolution des partis « *qui, d'après leurs objectifs, tendent à porter atteinte à l'ordre constitutionnel libéral et démocratique* » n'avait pas d'autre sens. Les législateurs de Bonn justifèrent le caractère préventif de la clause par la nécessité de briser dans l'œuf toute tentative de restauration du nazisme. En effet, la Constitution de Weimar n'interdisait pas de modifier la forme de l'État et autorisait la « *suspension de l'empire des lois pour cause de sauvegarde de l'essence de l'État* ». Sans plus de précision, même en termes de temps. De sorte que, dans le cadre constitutionnel créé au lendemain de la Première Guerre mondiale, le Président, le maréchal Hindenburg par exemple, pouvait, du haut de la tribune du Reichstag, faire l'apologie du Kaiser déchu sans risquer d'être destitué. Hitler, lui, n'eut même pas besoin d'abolir la Constitution en vigueur, de faire quelque putsch à la mode bonapartiste, pour prendre le pouvoir et le garder sous la forme de la plus implacable des dictatures pendant plus de douze ans, au nom de la « *sauvegarde du peuple et de l'État* ». Ce que le juriste nazi Carl Schmitt nomma la « *dictature souveraine légale* ». C'est la situation particulière de l'Allemagne nazie qui amena Walter Benjamin à affirmer, à quelques mois de la « *drôle de guerre* » que, « *pour les opprimés, l'état d'exception est désormais de-*

Critique des Cellules révolutionnaires

venu la règle ». Il généralisait outre mesure, ce qui peut se comprendre vu les circonstances exceptionnelles de l'époque et l'approche de la guerre qui ne pouvait manquer d'aggraver de façon inouïe la situation des damnés de la Terre en Europe, à commencer par celle des apatrides. Tandis que, aujourd'hui, les prétendus radicaux qui, à la moindre mesure de coercition, reprennent hors contexte la formule à titre de slogan montrent combien ils sont prisonniers des illusions sur la démocratie.

L'esprit de la clause d'éternité fut applaudi comme la preuve de la volonté de la jeune RFA de rompre avec le nazisme. Les «*forces antifascistes* », terme aussi flou que polymorphe, recouvrant des idées, des tendances, des associations, etc. très diverses, manifestèrent leur satisfaction. Y compris les membres du parti qui, à l'Ouest, avait gardé le nom de Parti communiste allemand (KPD). Évidemment, l'État de droit étant constitué, il n'a pas fallu longtemps pour que, au nom de la défense de la Constitution, Adenauer demande à Karlsruhe d'entériner les mesures de coercition proposées par Bonn, allant jusqu'à l'interdiction de toute incitation à le remettre en cause. Le KPD fut le premier à être mis hors la loi avec l'ensemble de ses organisations satellites «*antifascistes* », créées sur le modèle préconisé par le Komintern, à l'époque des fronts populaires. *En catimini* y voit la preuve de «*l'effrayant cynisme* » de l'État libéral, le premier exemple de la série de mesures d'exception qui devait culminer dans la traque aux terroristes, réels ou supposés tels, dans les années 1970, voire l'expression du «*caractère fasciste de la démocratie libérale* ». Or, la dénonciation de l'absence de «*dénazification effective des institutions de Bonn* », pour reprendre les paroles de Jdanov, l'organisateur du Kominform, était l'angle d'attaque favori du KPD contre la Chancellerie. A l'aube de la guerre froide, le successeur du Komintern, créé dès 1947 par Moscou, avait ressorti du chapeau l'attirail «*antifasciste* », qui avait bien servi à l'époque de la guerre chaude

Critique des Cellules révolutionnaires

contre le Reich nazi. Il comptait le réutiliser comme cheval de Troie pour déstabiliser le « *camp impérialiste* », dominé par Washington, et pour regrouper le plus de forces possibles autour du « *camp socialiste et démocratique* ».

Dans les années 1970 et 1980, écrasés par le souvenir culpabilisateur de la « *solution finale du problème juif* » et sensibles au sentiment d'humiliation nationale dû à la présence massive de la « *superpuissance yankee* » sur le territoire de la RFA, bon nombre d'associations de l'APO et, à leur suite, de groupes armés comme les RZ, reprirent le même genre de dénonciation de l'État libéral, particulièrement dans la foulée des votes de lois d'exception. Au nom de l'antifascisme et de l'anti-impérialisme. Ils révélaient ainsi leur double dépendance envers le léninisme, véhiculé par le KPD dès les années 1920, et envers l'idéologie démocratique qui sanctifiait la victoire des Alliés sur le nazisme. De toute façon, l'interdiction du KPD était conforme à la lettre même de la clause d'éternité, dans la mesure où il ne reconnaissait pas, à l'époque, la validité de la Constitution, comme ne manqua pas de le signaler le gouvernement démocrate-chrétien d'Adenauer. La possibilité de prendre des mesures d'exception ne fut rétablie, elle, que bien plus tard, à la fin des années 1960, par la coalition dominée par la social-démocratie, toujours en conformité avec la Constitution. Car, comme Karlsruhe l'affirma, celle-ci ne donnait que le cadre général dans lequel inscrire les lois et, de plus, le législateur ne pouvait pas tout prévoir à l'avance. Par exemple, les émeutes de masse à Berlin-Ouest en 1967 lors de la venue du shah d'Iran. Principe qui est frappé au fronton de l'État moderne, sans cesse répété par ses idéologues, à commencer par celui qui est porté aux nues encore aujourd'hui, le Rousseau du *Contrat social*, dans le chapitre final nommé *La Dictature*. L'exécutif devait donc avoir la possibilité de prendre des mesures adaptées à la situation exceptionnelle, quitte à ce que le législateur, et la vestale de la Constitution domiciliée à

Critique des Cellules révolutionnaires

Karlsruhe en premier, les déclare conformes a posteriori. Il faut vraiment voir le monde à travers des lunettes démocratiques pour y déceler quelque viol de l'esprit des lois en RFA.

L'histoire de la création et de la consolidation de la forme républicaine de l'État au pays modèle du genre, à savoir la France des lendemains du Second Empire, devrait pourtant ouvrir les yeux à ceux qui s'en étonnent. Lorsque les républicains purs eurent consolidé leur pouvoir à la Chambre des députés en 1883, ils complétèrent la Constitution de 1873 avec la Loi constitutionnelle de la République. Toute tentative de « réviser » la forme républicaine de l'institution étatique, par des moyens constitutionnels ou autres, y était assimilée à la remise en cause de la souveraineté de l'État. Dans le discours desdits républicains, il ne s'agissait que de prendre des garanties contre les « *conspirations bonapartistes, monarchistes et cléricales* » qui, parfois, avaient pour centre l'Élysée, siège de l'exécutif.

Ce qui facilita l'adoption d'autres lois coercitives. La troisième République venait à peine d'être stabilisée que les anarchistes, en tête de liste des irréductibles, en faisaient les frais et tombaient sous le coup du décret, connu aujourd'hui sous le nom de Loi sur l'association de malfaiteurs. Dénoncée comme « *loi scélérate* », contraire à l'esprit même de la République, elle n'était pourtant que la conséquence de la loi constitutionnelle de 1883 relative aux conspirations. En France, depuis lors, l'État refait le coup à intervalles plus ou moins réguliers : c'est ainsi que les lois de 1934 contre « *les ligues factieuses* » fascistes furent utilisées dès l'arrivée de Blum au pouvoir en 1936 pour interner les apatrides radicaux ainsi que les leaders d'organisations anticoloniales, comme l'Étoile nord-africaine. La même chose arriva en Mai 68 aux « *gauchistes* » les plus remuants au motif de « *reconstitution de ligues hostiles à la République* ». De telles lois restent utilisables, même en l'absence de mesures spéciales contre les terroristes, ou

Critique des Cellules révolutionnaires

les individus traités comme tels, en cas de besoin. Dans la France de la Belle Époque, des groupes anarchistes furent réprimés comme ennemis de l'État pour leur activité subversive et, parfois, pour des raisons analogues, les cercles radicaux issus de l'APO bien plus tard, en RFA.

Il n'en va pas de même pour le KPD des lendemains de la guerre. Tous les rescapés du nazisme, en particulier ceux revenus d'exil, n'avaient pas nécessairement leur carte du Parti en poche. Par contre, *En catimini* classe dans la catégorie « *antifascisme* », sans plus, la secte reconstituée en RFA, sous la direction de Moscou, à partir des lambeaux du KPD des années 1930, qui fut le principal fourrier de la contre-révolution léniniste, puis stalinienne au cœur de l'Europe et qui facilita la venue du nazisme en réprimant les tendances révolutionnaires en Allemagne. Même écrasé par la botte d'Hitler, il eut encore assez de force à la veille de la Seconde Guerre mondiale pour procurer en grande partie l'armature des Brigades internationales, « *légion étrangère de Staline* », d'après Camillo Berneri, et pour participer à la répression de la révolution libertaire ibérique.

Bonn, sous la houlette de Washington, déclara l'héritier du KPD hors la loi parce qu'il était l'un des pions de Moscou sur l'échiquier de la guerre froide et ne reconnaissait pas la légitimité de la RFA. Alors même qu'il commençait à investir l'appareil d'État, était représenté dans les Länder et tentait de siéger à la Chambre fédérale sous l'étiquette « *antifasciste* ». Il risquait de remettre en cause le fragile statu quo en Europe. *En catimini* reste étrangement silencieux sur l'enjeu réel de l'interdiction du KPD. Ainsi d'ailleurs que sur le rôle du PCF, au cours de la Libération, en prétendant que de Gaulle aurait « *triomphé des Allemands... et de la Résistance révolutionnaire* » ! Laquelle ? Celle du PCF et de ses escadrons de FTP nationalistes, assassins des internationalistes, y compris des libertaires espagnols, au maquis ?

Critique des Cellules révolutionnaires

Aujourd'hui, il est difficile de saisir à quel point le souvenir du Reich nazi hantait les jeunes têtes révoltées à la fin des années 1960. La seule idée d'appartenir à la « *nation maudite, mise au ban de l'humanité* », comme l'affirma ignominieusement Staline, et la honte d'être les fils de pères qui avaient accepté les multiples horreurs hitlériennes, à commencer par la « *solution finale du problème juif* », étaient la source de leur profonde culpabilisation, à l'époque où le rôle de la morale luthérienne était encore important en Allemagne. Morale qui, en termes de responsabilité, implique que le poids de la faute de tel ou tel membre de la communauté retombe, s'il ne s'en délivre pas, sur la totalité de celle-ci. Ils éprouvaient donc sans cesse le besoin de s'en dédouaner.

Par suite, la moindre mesure prise par le pouvoir d'État installé à Bonn, même la signature de conventions collectives sous l'égide du ministère du Travail, était analysée à la loupe pour y détecter quelque intention cachée relevant du fascisme : la bête immonde, blessée, mais non vaincue, attendait la première occasion pour relever la tête et reprendre les rênes du pouvoir sous l'apparence pateline de la démocratie, voire de la social-démocratie. Ce qui explique, en partie du moins, que les idéologues de l'APO aient interprété l'histoire de l'Allemagne d'après-guerre à travers le prisme déformant de l'antifascisme. A l'exception des cercles plus radicaux qui, cherchant à voir plus loin, reprirent et développèrent les critiques les plus intéressantes de l'École de Francfort et même de l'Internationale situationniste (IS) sur la domination moderne. La victoire posthume du nazisme n'était pas tant à rechercher du côté de la présence de fonctionnaires du Reich dans l'entourage d'Adenauer, dans la survivance de groupuscules nazis, etc., que dans la capacité qu'il avait, sous forme spectrale, d'occuper les esprits au point de leur boucher l'horizon. Le souvenir de la terreur nazie était bien imprimé dans les mémoires, même caché derrière le voile de l'amnésie et du conformisme chrétien. Par

Critique des Cellules révolutionnaires

suite, dans l'APO, de futurs leaders des partis d'opposition, comme celui des Grünen, allèrent parfois jusqu'à qualifier l'apparition de la « *société de consommation* » en RFA, à savoir l'extension de la consommation de masse liée à celle de la production des Trente Glorieuses, de « *terreur de la consommation* ». Empêtrés dans des interprétations néo-reichiennes du monde – *La Psychologie de masse du fascisme* était alors mise à toutes les sauces –, ils étaient incapables de comprendre la nature de l'économie et le rôle de l'État moderne, réduit à l'appareil de coercition du même nom. Dans cette optique, la multiplication de lois coercitives dans les grandes démocraties européennes était vue comme la preuve de la « *fascisation* » du pouvoir. La principale sentence marxiste-léniniste de l'époque, selon laquelle, en régime capitaliste, démocratie et dictature sont équivalentes – laquelle n'incluait pas l'exotique dictature pékinoise du Suprême Pilote –, n'avait pas d'autre sens.

Le problème, avec la critique, c'est que lorsqu'elle ne progresse pas, elle recule. Dans les milieux de l'APO, vu la prégnance de l'idéologie colportée par le KPD, elle remonta même le temps jusqu'à la fin des années 1920, lorsque le Komintern formula la doctrine stalinienne du social-fascisme. Doctrine démagogique qui, à la fois, faisait mine de tenir compte des inquiétudes face à la montée du fascisme et de prendre de la distance envers l'exaspération que suscitait la social-démocratie, qualifiée pour l'occasion d'aile gauche du fascisme. Réinterpréter ainsi l'évolution de l'Europe avait pour Moscou l'immense avantage de justifier sa tactique manipulatoire envers les organisations de masse et de poursuivre sa politique d'alliance avec les milieux conservateurs de la République de Weimar, les États tampons dictatoriaux d'Europe centrale, et même l'État mussolinien, contre les grandes puissances républicaines d'Europe. Avant de tourner sa veste lors de la déroute du KPD en 1933 – qui avait misé sur la carte parlementaire et la complaisance, pour ne pas dire la complicité, avec les na-

Critique des Cellules révolutionnaires

zis –, pour prôner de nouveau l’alliance des « *forces de la démocratie contre le fascisme* », vu les prétentions territoriales d’Hitler à l’Est. En RFA, la social-démocratie (SPD) était souvent traitée de social-fasciste. Même par ceux qui, comme Dutschke, avaient rompu avec le marxisme-léninisme, au nom du socialisme démocratique, après l’intervention du Pacte de Varsovie en Hongrie en 1956, puis en Tchécoslovaquie en 1968. Si l’antifascisme épidermique de l’époque, basé sur des réactions culpabilisatrices, était encore compréhensible, l’apologie des côtés démocrates de l’APO par *En catimini*, presque cinq décennies plus tard, relève du citoyennisme, à peine voilé par quelques phrases radicales. « *Il convient de souligner, comme l’opposition extraparlamentaire l’avait alors fait, que le fascisme d’un État ne se caractérise pas par la puissance de sa répression ou par l’instauration de la terreur. Le fascisme d’État a pour objectif la destruction des organisations émancipatrices et peut l’atteindre par d’autres moyens que ceux ouvertement violents. Ainsi, dans la conception de la “société structurée” qui caractérise alors la RFA, toute organisation de lutte au sein du mouvement ouvrier a été intégrée, annihilant ainsi toute possibilité d’antagonisme réel au sein du système. Dans ce modèle de société où les intérêts de toutes les classes seraient conjoints, le pluralisme politique n’est que la façade d’un parti unique, celui de l’ordre libéral démocratique.* »

Plus loin, *En catimini* n’hésite pas à affirmer, à propos de l’arrivée au pouvoir du SPD en 1968 : « *Certains, dans l’opposition extraparlamentaire, ont alors pu douter : peut-être le capitalisme n’engendrait-il pas forcément le fascisme. Leurs doutes seront vite infirmés : l’ère nouvelle du SPD est celle de la vengeance de l’État contre la gauche révolutionnaire. L’ordre libéral démocratique est un ordre, et, à ce titre, il ne souffre pas les marges.* » Ici, l’image déformée du pouvoir est assimilée à la réalité. Dans la représentation, l’ombre du totalitarisme envahissait le ciel plombé de la société ouest-alle-

Critique des Cellules révolutionnaires

mande jusqu'à interdire la moindre bouffée d'air pur, paralysant la moindre manifestation d'antagonisme et condamnant la moindre déviance. La notion de démocratie totalitaire, étendue ici jusqu'à l'absurde, n'était plus que l'autre nom de la prétendue essence fasciste de l'État que les groupes armés auraient révélée au monde. Ce qui revient à dire qu'ils partageaient avec les maîtres à penser démocrates de l'APO le même programme initial, pour l'essentiel l'idéologie antifasciste héritée du Komintern, recyclée au goût du jour, pimentée à l'occasion par quelques emprunts à la psychanalyse et au féminisme, et que leur seule spécificité consistait à la réaliser par la violence armée.

Reste à comprendre ce qui, dans l'histoire de l'Allemagne, a facilité l'assimilation de n'importe quelle mesure d'État à de la terreur en puissance, même lorsqu'elle relevait à l'évidence de l'État social, pour employer le terme en vigueur depuis le Reich bismarckien. Dès sa création, la RFA appartenait manifestement à la famille des États républicains modernes. Non seulement parce qu'elle intégrait dans la Constitution le panel des droits politiques et syndicaux habituels, mais aussi parce que, à travers la clause sur l'État social, elle garantissait aux citoyens leurs droits sociaux, à commencer par le sempiternel droit au travail et ce qui en découle en matière de santé, de chômage, de retraite..., gérés par l'intermédiaire de comités quadripartis : pouvoir central, pouvoirs régionaux, managers et syndicalistes, y compris d'opposition. Rien à voir donc avec le mode de médiation propre au nazisme, basé sur le système du parti unique, la mise hors la loi et la persécution implacable de toutes les organisations qui ne lui étaient pas rattachées. Sinon que, en dernière analyse, c'est le pouvoir d'État qui tranche en cas de paralysie du système de représentation démocratique, y compris par l'instauration de l'état d'exception et la coercition sans phrase. De même, derrière l'affirmation officielle du libéralisme, il n'y avait donc pas grand-chose de libéral en RFA,

Critique des Cellules révolutionnaires

au sens où les économistes manchestériens l'entendaient à l'époque de la révolution industrielle en Angleterre. Les juristes de Bonn qui planchaient sur la clause sociale repoussèrent là aussi toute référence à la république de Weimar, indiquant que l'absence de dirigisme dans l'économie et de protection des salariés avait été l'une des causes de la victoire du nazisme. Par suite, les amis conservateurs de Carl Schmitt furent mis sur la touche, car ils assimilaient l'intervention de l'État dans le social à l'abandon du côté décisionnel de la politique. En hommes du passé, ils étaient incapables de comprendre que l'État moderne n'est pas que raison d'État, au sens traditionnel du terme, mais aussi administration des hommes traités comme des choses, sur la base de la production et de la consommation marchande en phase d'accélération. Ce que l'École de Francfort en général, et Marcuse en particulier, avaient bien saisi.

Manifestement, *En catimini*, chevauchant la Rossinante de l'antilibéralisme, continue à galoper vers les moulins à vent imaginaires des manchestériens d'antan. Or, la seule particularité et concession formelle au libéralisme en RFA, c'était que l'immense majorité des sociétés restait formellement du domaine privé, bien que la puissance publique y intervienne à divers niveaux, à commencer par le contrôle des prix et des opérateurs du capital fictif, via la Banque centrale. Le système était donc, par certains côtés, moins dirigiste que le néo-jacobinisme à la française mais, par d'autres, bien plus protecteur envers les salariés que les ordonnances gaullistes de 1945, incluses dans le programme du Conseil national de la Résistance. Formellement, le système d'assurances sociales de Bonn était la reprise du projet, préconisé à Berlin par le Front du travail nazi en 1943, jamais appliqué.

Du côté de l'APO, on en tira parfois argument pour dénoncer le caractère fasciste de la démocratie libérale et même, à l'occasion, pour présenter l'État social comme institution de chantage, voire

Critique des Cellules révolutionnaires

de terreur totalitaire. Mais il est dans la nature de l'État d'assurer la protection des citoyens, en leur demandant d'aliéner leur liberté individuelle au nom de leur sécurité collective. L'État social ne faisait rien d'autre, sinon qu'il complétait la notion traditionnelle de sécurité territoriale, sous l'ombrelle de l'OTAN, avec celle de sécurité sociale, censée protéger les citoyens contre les aléas de la vie, à titre de salariés.

En la matière, l'histoire de l'Allemagne montre surtout que le contenu providentiel de l'État n'est pas nécessairement lié à telle ou telle forme de pouvoir. Le mythe de l'identité entre État providence et démocratie, d'origine hexagonale, est, dans l'Europe des années 2000, fortement ancré dans la tête de nos démocrates, y compris les plus radicaux d'entre eux. C'est pourquoi même ces derniers assimilent la réduction du rôle providentiel de l'État, du moins sous les formes spécifiques héritées des Trente Glorieuses, à quelque retour du totalitarisme. Pourtant, le pouvoir qui créa, pour la première fois en Europe, les prémices de l'État social n'était en rien démocrate. C'est en effet en Allemagne, au lendemain de la constitution de l'Empire centralisé autour de la Prusse, que le gouvernement de junkers de Bismarck instaura, contre les desiderata de la bourgeoisie libérale, le système d'assurances sociales garanties par l'État, sur les conseils des socialistes de la Chaire. Le socialisme de la Chaire, né dans le monde universitaire – d'où son nom – réclamait des réformes sociales impulsées par Berlin et l'intervention limitée de l'État dans l'économie. Il critiquait le socialisme d'État de la social-démocratie, mais aussi l'idéologie libérale de l'École de Manchester qui, en refusant, du moins en principe, toute action de l'État autre que politique, faisait le jeu des sociaux-démocrates, voire des anarchistes. C'est pourquoi la critique des socialistes de la Chaire était aussi dirigée contre l'individualisme libéral qui risquait de rendre instable la communauté nationale en formation.

Critique des Cellules révolutionnaires

C'était l'époque où le chancelier du Reich, après la guerre de 1870, combinait la plus implacable chasse aux révolutionnaires et les concessions faites aux « *classes laborieuses* », en particulier sous la forme de l'ombrelle sanitaire contrôlée par Berlin. Car, comme il l'affirma avec cynisme, « *il est impossible de constituer le Reich allemand contre elles* ». En d'autres termes, pour reprendre des concepts tirés du vocabulaire de l'incroyable Wacquand, l'État social n'est nullement antagonique avec l'État pénal, le Reich bis-marckien même, dans lequel l'exception était presque la règle et le Parlement réduit à l'état de chambre d'enregistrement des décisions prises par le gouvernement. En France, la troisième république était, à la même époque, montrée en exemple à l'Europe comme le modèle du parlementarisme et de la subordination de l'exécutif au législatif. C'était aussi l'État européen où il n'existait même pas l'équivalent de la loi anglaise sur la pauvreté et l'étatisation était limitée à celle de la banque de France, de la Poste... Les citoyens appartenant aux dites classes laborieuses pouvaient donc y crever démocratiquement de faim, de froid et de tuberculose.

De façon générale, ni les idéologues de l'APO, ni leurs successeurs armés n'ont jamais compris que, en matière de mesures d'État, « *il importe plus au peuple leur contenu que leur forme et leurs procédures* », pour citer le *Gouvernement civil* de John Locke. Hurler au danger fasciste, comme régime susceptible de remettre en cause la démocratie, n'a jamais empêché dans le passé la venue de celui-ci, lorsque les citoyens eux-mêmes, dans leur masse, ne tiraient pas avantage de la forme républicaine ou, pire, qu'elle coïncidait avec l'aggravation de leur situation. L'histoire de la République de Weimar est, sous cet angle, édifiante. Weimar était haï, y compris par la masse des prolétaires allemands, dont les tentatives d'insurrection des années 1920 avaient été écrasées dans le sang, alors même que la social-démocratie était au pouvoir. Laquelle SD avait même été incapable de réaliser les réformes so-

Critique des Cellules révolutionnaires

ciales inscrites au programme du parti et des appareils syndicaux, laissant la bourgeoisie affairiste, en particulier financière, tondre les classes laborieuses, à l'ombre du blocus instauré par la paix de Versailles et sur fond de faillite prolongée de l'économie. Weimar, c'était la liberté formelle accordée aux citoyens confrontée à la chute catastrophique et bien réelle de leurs conditions de vie, parfois à la famine pure et simple. Weimar, dans la représentation, c'était donc la vente de l'Allemagne déchue à la « *finance cosmopolite* », bientôt désignée comme la « *juiverie cosmopolite* ». Rosa Luxembourg, au fond de la prison où elle était enfermée, en 1916, pour activités antimilitaristes, rappelait déjà que « *l'antisémitisme, c'est le socialisme des chauvins* ». Définition qui colla parfaitement, par la suite, avec l'idéologie du parti national-socialiste. La majorité des prolétaires allemands finit par accepter le régime nazi, non seulement par crainte des mesures de terreur qui, dès 1933, avait décapité les partis et les organisations qui étaient censés les représenter, mais aussi parce que le national-socialisme fut capable, dans les limites de la définition raciale de la communauté nationale et de façon dictatoriale, de réaliser le socialisme national de la SD, le côté démocrate en moins, mais la sécurité du travail en plus, à condition de se taire.

L'absence de libertés formelles, la terreur même, n'étaient pas incompatibles avec le programme du Front du travail nazi qui, dès 1934, instaura, sur la base du redémarrage de l'économie en vue de la guerre, le système d'assurances sociales considéré à l'époque comme le meilleur du monde. Keynes le libéral – dont les œuvres étaient le livre de chevet du docteur Schacht, ministre de l'Économie du Reich –, affirmait que, s'il « *n'était pas partisan de monsieur Hitler, il devait reconnaître la justesse de l'intervention étatique dans l'économie* ». Spéculer sur la peur de la croix gammée avait encore moins de sens en RFA qu'à l'époque de Weimar. Bonn pouvait d'autant plus facilement faire avaler à la masse de la

Critique des Cellules révolutionnaires

population les dispositifs de coercition envers « *les milieux dangereux* », y compris les « *individus dangereux* », qu'elle les faisait apparaître comme des perturbateurs du cours paisible de la société étatisée, à savoir l'État social. De plus, malgré le caractère figé de la structure de classe et la prégnance de la morale chrétienne dans la RFA de l'après-guerre, il est absurde de prétendre que l'État ne tolérait « *aucune marge* », à l'image du nazisme. La cogestion à l'allemande reposait au contraire sur la capacité à laisser des marges de manœuvre assez importantes aux appareils syndicaux, en particulier à IG Metall, à faire des concessions salariales pour neutraliser les débordements incontrôlés.

Les marges furent élargies à partir du moment où la social-démocratie succéda à la démocratie chrétienne. Car, dès la fin des années 1960, l'accumulation marqua le pas et, face à l'apparition des grèves sauvages non prévues au programme de la cogestion, le pouvoir d'État central débloqua davantage de crédit et fit pression sur les industriels afin qu'ils lâchent du lest, d'où la signature de nouvelles conventions collectives plus favorables aux salariés syndiqués dans les secteurs clés de l'économie. Les Länder, eux, accordèrent plus de subventions au monde scolaire et universitaire. À l'instar de l'économie, le social connut des modifications, traduisant le recul de la morale chrétienne, la relative dislocation de la famille patriarcale, la prise en compte et la récupération des aspirations dans des domaines aussi divers que la culture et l'écologie, associées à la création de nouveaux partis issus de l'APO, tels les Grünen. En réalité, le pouvoir d'État a facilité, comme ailleurs en Europe, la marchandisation de l'ensemble du social, de façon contradictoire comme toujours, l'introduction de l'éducation sexuelle dans les écoles, par exemple, plus facile que dans la France « *filles de l'Église* », cohabitant avec la décision de tel ou tel Land de réprimer l'avortement, en concordance avec la loi fédérale. C'est bien parce qu'il y avait de pareilles marges que les lois d'exception sont appa-

Critique des Cellules révolutionnaires

rues comme des mesures dirigées contre des exceptions à la règle du jeu commune, qualifiées de milieux et d'individus subversifs, voire terroristes.

Rien ne montre mieux l'incapacité des groupes armés à rompre avec l'héritage du Komintern que leur reprise de la doctrine léniniste de l'impérialisme, retouchée en fonction des nécessités de l'heure. Dès 1975, les Cellules révolutionnaires «*exposent les thématiques de leurs actions*», parmi lesquelles «*l'anti-impérialisme*», «*l'antisionisme*» et le «*soutien aux luttes des femmes*», rappellent les auteurs de *En catimini*. En la matière, les Rote Zora ne firent qu'emballer la vieille camelote dans du féminisme modernisé, issu de l'échec, puis de l'institutionnalisation des révoltes féminines en RFA, l'influence des cercles féministes universitaires les empêchant d'élargir le champ de leur critique. Plus loin, *En catimini* avance que de telles thématiques étaient justifiées à l'époque du partage de l'Allemagne entre l'Est et l'Ouest, mais qu'elles furent en grande partie abandonnées par la suite, la Réunification les privant de leur sel. Beau sens de l'opportunité ! Les nécrophages du léninisme, lénino-féminisme compris, avaient donc raison, même lorsqu'ils avaient tort. Les questions de principe passent ainsi à la trappe.

Pour Lénine, «*l'impérialisme, stade suprême du capitalisme*» reposait sur le partage du monde entre les États constituant les pôles de l'accumulation du capital. Dans cette optique, le Komintern devait faciliter la constitution d'États nationaux dans les zones «*périphériques*» du système de domination capitaliste, afin d'en accélérer la chute au «*centre*». Dans les métropoles, les partis communistes devaient combattre en priorité leur propre «*État impérialiste*». Ce qui n'alla pas sans contradictions au fur et à mesure que le cours de la révolution mondiale était subordonné à la défense du «*bastion du socialisme*», ce qui commença avec

Critique des Cellules révolutionnaires

Lénine lui-même lors de la signature de la paix séparée avec l'Allemagne, en 1918. Les corps francs créés à partir des restes de l'armée impériale, sous contrôle social-démocrate, puis la Reichswehr de Weimar, réarmée en partie par l'URSS, eurent toute latitude pour écraser les tentatives insurrectionnelles en Allemagne, en particulier dans la Ruhr. Dès les années 1930, le Parti communiste chinois (PCC) et les conseillers russes, sur ordre du Kremlin, effectuèrent la première répétition générale de la stratégie léniniste en Orient. Le Komintern participa à l'organisation du parti national, le Kuomintang, et de l'armée nationale placée sous sa direction. Staline y voyait le principal allié de Moscou en Asie et la force motrice de la « *révolution nationale et républicaine* » en Chine. A la suite de quoi, le Kuomintang écrasa la révolution chinoise, en commençant par Shanghai. Ce fut le prélude de la tragédie rejouée à maintes reprises au cours du siècle dernier, aux quatre coins de la planète, avec la même chute de rideau désastreuse : l'immolation des tentatives de subversion sur l'autel de l'État national, au premier chef celui de la « *patrie du socialisme* ».

Le jacobinisme relooké aux couleurs du marxisme-léninisme apparaissait pour ce qu'il était essentiellement : l'une des formes de la contre-révolution, partie intégrante du système capitaliste mondial issu de la Première, puis de la Seconde Guerre mondiale. Au cours des années 1960, la décolonisation dans le « *tiers-monde* » confirma que le modèle de l'État nation créé par la Révolution française, même rafraîchi par le ripolinage bariolé de La Havane, était dépassé depuis longtemps. La notion de tiers-monde n'était d'ailleurs que le duplicata formel de celle de tiers-état, datant de l'époque à jamais révolue de la prise du pouvoir par la bourgeoisie contre l'aristocratie et l'État absolutiste. Caméléonesque à souhait, comme le modèle originel, elle permettait de mettre dans la même besace anti-impérialiste les tendances, les partis et les États les plus divers, unis de façon conjoncturelle con-

Critique des Cellules révolutionnaires

tre l'ennemi commun, en général les États-Unis. La domination moderne était ainsi assimilée à celle de la vieille oligarchie financière, censée entraver l'accès du reste de la planète au monde du capital émancipé d'antiques hiérarchies. Dans les métropoles, les supporters de la libération du tiers-monde, rattachés aux diverses églises présentes sur les rayons du supermarché marxiste-léniniste mondial, étaient surtout fascinés par le mode d'organisation, en apparence non centralisé et non hiérarchique, des armées de libération nationale qui, à travers le monde, levaient le drapeau de la « *lutte armée contre l'impérialisme* ». Jean-Paul Sartre lui-même affirma que de telles formations de guérilleros lui rappelaient Valmy, l'épopée des levées en masse de la Convention en quelque sorte. Et pourquoi pas les unités de partisans de l'Armée rouge derrière les lignes de la Wehrmacht, au cours de la « *grande guerre patriotique* » dirigée par le moustachu du Kremlin ? Ou les Détachements féminins rouges, intégrés dans l'Armée rouge de Mao à l'époque de la constitution des premières zones de guérillas, en Chine centrale, comme le rappela Simone de Beauvoir ? L'analogie était facile et le tandem existencialo-mao-tiers-mondiste proposa d'encercler ainsi la bête, tapie au cœur des métropoles assoupies, voire définitivement pacifiées sous la houlette de l'État providence. Et de conseiller d'appliquer les préceptes maoïstes sur la guerre populaire, laquelle avait pourtant porté au pouvoir le parti néo-stalinien du Grand Timonier, féministe bien connu, avec toutes les horreurs qui en ont résulté pour les ilotes des deux sexes de l'ex-empire du Milieu.

Bref, la forme prise par les guerres nationales dans ledit tiers-monde ne changeait rien à leur contenu et à leur objectif : la création d'États, qui n'aspiraient qu'à être reconnus dans le cadre du système mondial et des institutions qui le légitimaient, telles que l'ONU. En ce sens, les leaders nationalistes du tiers-monde, y compris à Cuba, ne déclaraient même pas la guerre au despotisme

Critique des Cellules révolutionnaires

universel, à la façon des Enragés. Malgré les discours fleuves de Fidel Castro et les appels de Che Guevara à constituer de « *nombreux Vietnam* », l'heure n'était plus aux discours insurrectionnels à la Jacques Roux, mais aux marchandages dans les salons feutrés de l'immeuble des Nations unies à New York. Les territoires sur lesquels les nouveaux États exerçaient leur souveraineté, parfois acquise au prix du sang des peuples qui y habitaient, étaient le fruit de querelles locales et de tractations avec les puissances qui dominaient le conseil de Sécurité de l'ONU, parmi lesquelles les chefs des guérillas choisissaient leurs protecteurs, avant même de troquer la kalachnikov contre le maroquin présidentiel. Ainsi, les leaders algériens du Front de libération nationale (FLN) n'hésitèrent pas à faire appel aux États-Unis et à l'URSS contre la Belle France coloniale dès la fin des années 1950. Dans nulle partie du monde, les organisations nationalistes, pas plus que les États nationaux qu'elles contribuaient à créer, ne pouvaient être « *non alignés* », sinon parfois à titre de zone tampon provisoire comme la Yougoslavie de Tito.

En dernière analyse, les damnés de la Terre, dans lesquels Frantz Fanon avait placé d'étranges espoirs de « *libération nationale et sociale* », à la sauce marxiste-léniniste, servaient de troupiers aux organisations et aux armées locales, noyaux des futurs appareils d'État locaux. Les irréductibles qui outrepassaient le rôle assigné étaient éliminés, comme le montra l'attitude du FLN envers les incontrôlés de la casbah d'Alger lors de la bataille du même nom. Des rebelles comme Ali la Pointe, qui commençait à refuser d'obéir aux ordres de Saâdi, cacique de la zone autonome du FLN dans l'Algérois, furent donnés aux parachutistes de Massu. En 1970, le Moyen-Orient, terrain de jeu favori des groupes armés en RFA, confirma encore le rôle contre-révolutionnaire des organisations nationalistes. A la veille de Septembre noir, l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), fraîchement constituée,

Critique des Cellules révolutionnaires

voulait être reconnue par l'ONU comme « *la représentante légitime du peuple palestinien* ». Elle commença donc par rechercher des appuis à travers le monde, en particulier du côté de Pékin. Mais les camps de réfugiés en Jordanie, alors principale zone de concentration des Palestiniens déracinés, échappaient en partie au contrôle de l'appareil d'État local en formation. L'OLP n'avait pas encore réussi à les militariser totalement et à soumettre les fortes têtes qui y résidaient. Elles n'obéissaient pas à ses diktats, en particulier en refusant l'intégration dans les troupes de fedayins et l'envoi dans les États arabes, à titre de main-d'œuvre corvéable à merci finançant la prétendue cause palestinienne. C'est pourquoi, au prétexte de lutter contre « *l'ennemi principal* », Israël, l'OLP les abandonna aux prétoiriens du roi Hussein. C'est sur leurs cadavres que le pouvoir de l'Autorité palestinienne fut légitimé par la Ligue arabe. Les actes de terrorisme réalisés par les commandos de fedayins, loin de préparer quelque insurrection, comme l'imaginaient les souteneurs européens de l'OLP, avaient pour fonction exclusive de lui donner le coup de pouce nécessaire pour être reconnue par l'ONU. En ce sens, ils étaient irrémédiablement antagoniques avec la moindre tentative de subversion, individuelle et collective, dans la région. Rappelons-nous comment l'Autorité palestinienne a traité les jeunes rebelles des ghettos lors de la première Intifada, faisant réprimer par les fedayins militarisés ceux qu'elle ne pouvait pas subordonner à ses fins.

Les groupes armés, du genre RAF, furent incapables de tirer la moindre leçon de la désastreuse expérience historique. Aussi, vers la fin de la guerre du Vietnam, en quête de cause de substitution, ils associèrent de plus en plus à la lutte contre « *l'impérialisme* » celle contre « *le sionisme* » et l'appui à « *la lutte de libération du peuple palestinien* ». La RFA, membre privilégié du bloc de l'Ouest, était l'une des composantes de l'alliance entre les États-Unis et Israël.

Critique des Cellules révolutionnaires

Bonn, sous prétexte de liquider la dette contractée par le régime nazi envers les Juifs, finançait Tel-Aviv, qui utilisait ces réparations pour acheter des armes aux États-Unis, lesquelles servaient à massacrer les Palestiniens. De plus, lesdits groupes étaient impressionnés par l'audace et la capacité des fedayins à effectuer des actions de commando, ainsi que par l'esprit de sacrifice qu'elles impliquaient. Rien de tel que la martyrologie pour faire culpabiliser et pour anéantir les doutes de supporters à la recherche de causes auxquelles vendre leur âme et donner leur corps. Aussi apportèrent-ils de plus belle leur concours aux organisations nationalistes dans le tiers-monde, en commençant par le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), groupe nationaliste membre de l'OLP, au vernis marxiste-léniniste, ce qui le rendait particulièrement attractif à leurs yeux. Dans leur âme modeste, quelques recrues déguisées en fedayins pensèrent même imposer leurs propres règles sur l'échiquier mondial ou, au moins, déplacer telle ou telle pièce maîtresse à leur gré, à condition de jouer fin, en Syrie par exemple. Mais, jobardise oblige, ils n'y tinrent que le rôle que les maîtres du jeu leur attribuèrent : celui de pions. Contrairement à ce qu'affirme *En catimini*, accepter d'endosser la tenue de mercenaires de la « révolution palestinienne », sous la direction du free-lance de la barbouzerie planétaire, Carlos, formé par le KGB, ne relevait pas seulement de choix individuels, voire de dérives individuelles. Cela découlait aussi des prises de positions collectives anti-impérialistes et anti-sionistes de groupes armés comme la RAF, qui avaient, pour modèle de leur composition, la figure sinistre du révolutionnaire professionnel du Komintern.

C'est ce qui a amené tels ou tels de leurs membres dans des impasses malodorantes. Très malodorantes même, puisque le caniveau antisémite fut parfois le stade terminal de la poubelle tiers-mondiste. A force d'affirmer que démocratie et dictature sont les deux faces de la même médaille, ils finirent par négliger,

Critique des Cellules révolutionnaires

parfois par gommer, les spécificités du nazisme, en particulier en matière de « *solution finale du problème juif* ». Additionnée au goût de la provocation envers Bonn et au refus du chantage à l'Holocauste, leur idéologie réductionniste a généré des actes inqualifiables. En 1969 déjà, de prétendus anarchistes berlinois avaient tenté de faire sauter la dernière synagogue de Berlin, à la date de l'anniversaire de la Nuit de cristal de 1938, qui connut la pire vague de pogroms depuis 1933. En fait d'anarchisme, leurs communiqués, mélange de pathos maoïste et de jargon beatnik, n'étaient pas sans rappeler la prose des Weathermen d'outre-Atlantique. La thèse facile de la provocation policière fut vite abandonnée : c'était bien des « *camarades* », les Tupamaros Berlin-Ouest, qui avaient été tentés par quelque remake des opérations noires chères aux nazis. Cette tentative avortée fut le prélude à la multiplication de projets, réalisés ou non, sur lesquels planait l'ombre de Carlos, qui devait culminer à Entebbe, en 1976.

D'après *En catimini*, « *deux présumés* » membres des Cellules révolutionnaires « *ont été abattus par les forces spéciales israéliennes lors de l'attaque d'Entebbe. Ce détournement a été particulièrement critiqué, et cela jusqu'au sein même du mouvement radical ouest-allemand, notamment parce qu'il mettait en danger des civils* » et représentait quelque « *corps à corps direct avec l'État* ». Thèse qui présente avec beaucoup de pudeur la teneur des polémiques de l'époque, relatives aux dérives possibles vers l'antisémitisme dans les milieux révolutionnaires européens, au nom de la lutte contre Israël, dont Entebbe confirma le bien-fondé. Les premières prises d'otages en avion furent organisées par l'OLP. Des révolutionnaires, à commencer par des anarchistes, condamnerent de tels actes comme du « *terrorisme d'État* », par exemple dès le numéro 1 de la revue *La Lanterne noire*, en 1974, dans l'article *Fedayins, vous nous faites chier !* Car, dans la mesure où les organisations palestiniennes avaient pour objectif de prendre le

Critique des Cellules révolutionnaires

pouvoir dans la région, il était inévitable qu'elles utilisent la terreur comme moyen d'action, en particulier envers la population juive d'Israël. Pour la raison d'État, la fin justifie les moyens. « *Nous pensons que tuer un Juif loin du champ de bataille est plus efficace que de tuer cent Juifs sur le champ de bataille, parce que cela attire plus l'attention* », affirma en 1970, Georges Habbache, leader du FPLP dans l'un des *Entretiens avec l'histoire*, menés par la journaliste italienne Oriana Fallaci. Les commandos appartenant à diverses branches de l'OLP, le FPLP au premier chef, entreprirent donc de trier les Juifs, parmi les passagers des avions détournés, pour les retenir en otages. A Entebbe, le pas supplémentaire consista à demander aux « *présumés RZ* » de participer au tri. Ce qu'ils firent...

Évidemment, les sionistes ont toujours agité le spectre de la Shoah aux couleurs du nationalisme arabe pour couvrir la colonisation de la région par Israël. Du côté de Tel-Aviv, la raison d'État règne aussi et justifie les opérations de terreur, sous prétexte d'assurer la sécurité des Israéliens et même des Juifs dispersés à travers le monde. D'où l'étiquette infamante d'antisémitisme accolée par Israël aux révoltes qui secouent les lieux de parage des Palestiniens. Cela dit, il existe, depuis la Seconde Guerre mondiale, des relations effectives entre le fascisme et le nationalisme arabe. A commencer par celles ayant existé entre Himmler et Husseini, le grand mufti de Jérusalem qui, face à l'arrivée accélérée de Juifs dès la fin des années 1930, était favorable à quelque « *solution finale* » en Europe, histoire de tarir les sources de l'immigration juive en Palestine. « *Solution* » à laquelle participèrent des sections musulmanes de la Waffen SS qu'il finança dans les Balkans. Par la suite, les groupes fascistes européens restèrent en relation avec des milieux du panarabisme laïque au Moyen-Orient, avec des États membres de la Ligue arabe, avec des organisations nationalistes arabes, confessionnelles ou non, y compris l'OLP, au nom de la

Critique des Cellules révolutionnaires

lutte contre l'ennemi commun. En 1970, il n'était pas rare de croiser dans les camps jordaniens de drôles d'invités du FPLP, des nazis membres de divers groupes européens, Ordre nouveau par exemple. En acceptant d'être envoyés au Moyen-Orient par des réseaux pour le moins troubles, aux côtés « d'antisionistes » de toutes les couleurs, la brune y compris, puis de se placer sous la direction du Commandement des opérations spéciales à l'étranger (COSE) du FPLP, les adeptes de la guérilla façon RAF firent des besognes peu reluisantes, y compris le tri d'otages sur quelque tarmac en Afrique. Inutile de cacher, derrière des phrases évasives comme le fait *En catimini*, ce qui éclata au grand jour, il y a presque quarante ans : les « amis de la cause palestinienne », en RFA et ailleurs, n'étaient pas toujours des antisémites ; par contre, certains, derrière des étiquettes révolutionnaires, l'étaient déjà.

De plus, leur dénonciation presque exclusive de l'Ouest n'était pas sans ambiguïté envers l'Est et fut à l'origine de bon nombre de rumeurs sur les relations, réelles ou supposées, entre des cercles armés berlinois, par exemple, et le KGB, par STASI interposée. Je ne jouerai pas au journaliste d'investigation policière, toujours prêt à réduire le cours du monde et l'action des États à des conspirations de services spéciaux. Bien qu'elles existent et doivent être stigmatisées comme telles. En revanche, en basant leurs choix sur la reprise du « *défaitisme révolutionnaire* » léniniste en RFA, donc en concentrant leurs coups sur « *le camp impérialiste* », les groupes armés faisaient la part belle au « *camp socialiste* », à commencer par l'URSS et ses États satellites, RDA en tête. Ce qui n'a pas l'air de gêner *En catimini*. On y cherche en vain la moindre allusion à l'Est. A croire que la Pologne, par exemple, secouée par des vagues d'émeutes et de grèves de masse dès la fin des années 1960, n'existait pas. La dictature maoïste, qui spéculait sur les non-alignés depuis longtemps, en particulier au Moyen-Orient, n'est pas mentionnée. Comme à l'ordinaire, « *l'internationalisme* » affiché par les

Critique des Cellules révolutionnaires

héritiers du léninisme des années 1980 était à géométrie variable, autant que l'absence « *d'alignement* » des titistes des années 1960. Bien prompts à briser des lances pour des guérillas nationalistes aux quatre coins du tiers-monde, ils devinrent muets dès qu'il fut question de faire preuve de solidarité active avec les révoltes qui ébranlaient le « *camp socialiste* ». Lequel ne fut jamais qualifié, dans leurs communiqués, au minimum de « *capitalisme d'État* », terme utilisé en règle général par les autonomes et les anarchistes en RFA. Mais il est vrai que lesdits communiqués introduisaient, à quelques exceptions près, des échelles de valeurs dignes des pires opportunistes entre le « *camp impérialiste* », États-Unis en tête, toujours présentés comme « *l'ennemi principal des peuples* » et le prétendu « *socialisme d'État* ». Ce qui faisait le jeu de leur propre État. Car la RFA n'était plus la société exsangue de l'immédiat après-guerre. Elle était redevenue la grande puissance régionale en Europe, sinon politiquement, du moins économiquement, et elle jouait des coudes pour faire sa place au soleil du système mondial en cours d'unification. Par suite, elle ne voulait pas faire de vagues avec les putschistes installés à Varsovie et, de façon générale, face aux lézardes qui commençaient à craqueler la glace de la guerre froide, elle ne songeait qu'aux affaires, y compris aux affaires déjà bien engagées avec le prétendu camp socialiste depuis les années 1970, et attendait son heure. A la veille de la Réunification, elle ne demandait rien d'autre que le silence sur ce qui advenait de l'autre côté du Mur.

A la fin des années 1960, Adorno signala avec raison qu'il y avait aussi du nationalisme allemand blessé dans l'opposition au système des blocs, en particulier dans l'opposition à celui de l'Ouest, lorsqu'elle dénonçait le danger de guerre et la militarisation du territoire ouest-allemand par l'OTAN. A force de poser en victime privilégiée de la nucléarisation en Europe, même des antinucléaires caressèrent parfois le nationalisme allemand dans

Critique des Cellules révolutionnaires

le sens du poil. En témoigne l'évolution et la prise de position enthousiaste du parti écologiste lors de la chute du Mur. Bon nombre d'anti-impérialistes de la veille applaudirent « *l'unité retrouvée du peuple allemand* », montrant par là qu'ils n'avaient jamais été que des adversaires de la glaciation qui paralysait la puissance de leur nation. La question du nationalisme en Allemagne, à l'époque de la guerre froide, est donc à la fois antérieure et plus vaste que la version rabougrie présentée par *En catimini*, qui la date de l'époque de la Réunification et la limite à la xénophobie de type fasciste, contre les Turcs par exemple. Or, il est possible d'être nationaliste sans être xénophobe, par exemple de reconnaître l'importance de la multiplication des cultures, à titre de parties constitutives du patrimoine culturel universel de l'humanité, façon UNESCO, et même d'accepter sur le sol national la présence des communautés les plus diverses sans remettre en cause la structure nationale de l'État, évidemment dans les limites dictées par la raison d'État et les besoins de l'économie. C'est le cas dans les États de vieille immigration, comme le Royaume-Uni, et qui n'ont pas été touchés par le fanatisme de la centralisation et de l'intégration à la française. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle bon nombre de clandestins venus des quatre coins du monde veulent passer la Manche. La structure fédérale de l'Allemagne rend d'ailleurs en partie possible le même phénomène – ce que ne manquent pas de signaler les Grünen –, nullement incompatible avec la construction de centres de rétention.

Certes, des RZ critiquèrent les côtés les plus immondes du nationalisme allemand propagés par les néonazis, en particulier leur xénophobie envers les soldats afro-américains stationnés en RFA. Elles tentèrent aussi de prendre leurs distances envers la démagogie des pacifistes, qui présentaient l'installation de missiles nucléaires tactiques Pershing comme contraire à la souveraineté nationale. L'attitude de tels pacifistes rappelait celle de la

Critique des Cellules révolutionnaires

tendance nationale-bolcheviste du KPD qui, lors de la signature de la paix de Versailles, assimila l'Allemagne de Weimar à quelque nation du tiers-monde et appela à mener la « *guerre nationale et sociale* » contre les États vainqueurs. Mais, en la matière, elles n'allèrent pas plus loin que l'exécutif du Komintern en 1920. Ce dernier fit exclure du Parti ladite tendance comme chauvine, au nom de la doctrine léniniste de l'impérialisme, et appela les troupiers originaires des colonies françaises à retourner leurs armes contre leur propre impérialisme, entre autres dans la Sarre occupée par la France. De même, *Beethoven contre McDonald's* affirme que les actions des RZ contre les installations militaires américaines « *furent toutes sans exception à caractère anti-impérialiste et contenaient en elles la possibilité d'approfondir les failles et les contradictions existant au sein de l'armée américaine et de soutenir la résistance des minorités nationales et raciales* ». C'était le fond de commerce des marxistes-léninistes en Europe confrontés, dans les villes où étaient installées des garnisons de l'OTAN, à la présence d'Afro-Américains. A l'époque de la guerre du Vietnam, ils leur rappelaient sans cesse leur appartenance, à titre de minorité nationale, au camp des nations opprimées par l'impérialisme et les appelaient même parfois à rejoindre les Black Panthers !

De plus, dans leur optique héritée du Komintern, ils considérèrent l'immigration massive vers les métropoles au cours des Trente Glorieuses comme la chance inespérée de porter la « *lutte contre l'impérialisme* » au cœur même de la « *bête* ». Les travailleurs immigrés étaient censés être potentiellement plus révolutionnaires que les nationaux, encadrés par les appareils chauvins du syndicalisme institutionnel, etc. En 1986, le bulletin des RZ *Colère révolutionnaire* l'affirmait encore : « *Nous voulons contribuer à la redécouverte de l'anti-impérialisme concret en RFA [...] L'anti-impérialisme ne signifie pas seulement attaquer le complexe militaro-industriel et n'en reste pas à la solidarité avec les mouvements*

Critique des Cellules révolutionnaires

de libération dans le monde. » En d'autres termes, la stratégie de la « révolution nationale et sociale » façon léniniste pouvait aussi élire domicile du côté de Kreuzberg, associée au soutien aux luttes des salariés dans le « tiers-monde », présentés comme surexploités par rapport à ceux du « premier monde », censés bénéficier de prétendus privilèges, dans la pure veine misérabiliste des maoïstes d'Europe et d'outre-Atlantique. Ce qui revenait à préconiser, au nom de l'égalité dans l'esclavage, la généralisation planétaire du modèle de salarisation propre au capital et aux États les plus avancés, dans tous les sens du terme. Donnant la priorité aux femmes salariées ou non du tiers-monde, les Rote Zora ne firent que transcrire en jargon néo-féministe le pathos marxiste-léniniste sur la surexploitation, en particulier dans l'impayable *Chaque cœur est une bombe à retardement*. Leurs communiqués, à l'occasion de leurs sabotages contre la firme Adler, du genre : « *Nous ne nous battons pas pour les femmes du tiers-monde, nous nous battons à leurs côtés* » n'avaient pas d'autre sens.

En catimini insiste sur la violence « structurelle de la société ouest-allemande », « masquée » par la « fiction » de la pacification sociale qu'aurait révélée l'action des groupes armés. Ce qui n'épuise pas la question de la violence en société, sauf pour les moralistes, qui vivent dans l'attente de la venue du paradis terrestre, du royaume millénaire de la réconciliation universelle, etc. Monde idéalisé du christianisme, en vérité, sans passions et où la possibilité d'aliénation serait, par miracle, à jamais exclue. Or, l'activité des êtres humains, aussi loin que nous puissions remonter dans le passé, inclut la violence, y compris parfois au sein de leur propre espèce. Violence qu'il n'est pas toujours possible d'assimiler à la guerre, dans son contenu comme dans ses formes, même à la « guerre des sexes », construite, dans la représentation néo-féministe façon Rote Zora, à l'image de la « guerre des classes » marxiste-léniniste.

Critique des Cellules révolutionnaires

La rupture avec le vieux monde, c'est la libération des passions humaines qu'il comprimait, mais c'est aussi l'aventure, la confrontation avec des situations inconnues et, donc, avec de nouvelles peurs, en y incluant celle de la liberté. Les êtres humains ne sont pas des dieux. Même libérés des modes connus d'exploitation et de domination, ils peuvent être confrontés à des contradictions, pire à des antagonismes qu'ils ne maîtrisent pas a priori, source de possibles gestes de violence, voire de meurtres. Par suite, face à l'accumulation explosive de problèmes qui les paralysent, ils peuvent être tentés d'en remettre la solution à quelque instance médiatrice, placée au-dessus d'eux, disposant de l'autorité nécessaire et reconnue par tous, qui tranche en leur nom les différends afin de rétablir le cours habituel de la société. C'est ainsi que l'appareil d'État, parfois démoli au cours des insurrections, est reconstitué par ceux-là mêmes qui le condamnaient, et que la coercition est à nouveau légitimée au prétexte de ne pas vivre avec des épées de Damoclès suspendues en permanence au-dessus de la tête. L'histoire des révolutions avortées, à commencer par la révolution russe, en apporte la preuve évidente.

Le reproche essentiel à adresser ici au pouvoir d'État, c'est donc de détenir le monopole de la « *violence légitime* », au sens de Max Weber. Violence qui participe pleinement à la pacification de la société, aujourd'hui celle du capital, et qui constitue, en quelque sorte, le concentré de la violence diffuse qui imprègne la totalité de la structure sociale. Ce qui ne signifie pas que l'exercice de la coercition est réservé à l'institution étatique. En démocratie, tous les bons citoyens disposent potentiellement de pouvoirs de police, en particulier au Royaume-Uni, à des degrés divers en fonction des situations et des habitudes de leur nation respective. Ils ont même parfois la possibilité de porter des armes. La tradition française, de type jacobine, héritière de l'appareil centralisé de l'absolutisme, y est hostile. Mais, aux États-Unis, « *être armé, c'est*

Critique des Cellules révolutionnaires

être libre », bien entendu pour défendre la propriété et l'État. De plus, l'État n'est pas que violence. La coercition exercée sur les individus apparaît certes en filigrane dans les actes et les dispositifs du pouvoir, désormais intimement liés à la science et à la technologie. Mais la sollicitude dont il est capable de faire preuve est aussi insupportable parfois que la violence qu'il exerce, car elle se paye toujours en acceptation des règles du jeu qu'il dicte pour sa propre perpétuation. La main qui assassine est souvent celle qui soigne, et il ne manque pas de malades qui aient envie de tuer leurs médecins, même lorsque ceux-ci les remettent sur pied. La médecine à visage humain n'est pas moins critiquable que celle qui nie aux femmes la possibilité d'avorter et, de façon générale, qui violente les corps et les esprits des humains pour les rendre conformes au système de domination. En d'autres termes, justifier les actes de violence envers l'État et les technologies, les biotechnologies par exemple, par la « *violence structurelle* » du capitalisme, c'est, mine de rien, en nier la valeur lorsque le pouvoir n'apparaît pas avec la figure patibulaire qu'on lui attribue, mais avec celle, plutôt débonnaire, du protecteur de la vie en société. Pour reprendre l'exemple des « *antifascistes espagnols* », utilisé à contresens par *En catimini*, la conversion de bon nombre de marxistes-léninistes, adeptes de la guérilla façon Tupamaros, au parlementarisme et au capitalisme modernisé après le pacte de la Moncloa n'avait rien d'étrange. Ils n'avaient rien trahi puisque, reprochant essentiellement à l'État son arriération franquiste, ils n'avaient jamais été, en dernière analyse, que des réformistes en armes.

Bien entendu, en elle-même, la violence minoritaire n'est pas condamnable. Pas plus que les actions minoritaires en général. L'objection la plus répandue à son encontre, c'est que les intentions, les aspirations, les passions, etc., subversives des individus, seuls ou associés, qui les réalisent ne sont pas encore partagées par la majorité des damnés de la Terre ou, pire, qu'ils y sont hostiles. Il

Critique des Cellules révolutionnaires

ne resterait donc plus qu'à attendre qu'ils soient en état de les comprendre. Pourtant, poussés par le désir de s'affirmer face au monde, des irréductibles ne renoncent pas à agir contre lui, par et pour eux-mêmes, même en nombre limité, tout en sachant bien que la liberté de chacun dépend aussi de celle de tous et que la destruction de la domination exige bien d'autres choses que la volonté de poignées d'individus. Il leur arrive donc d'assumer des choix dans l'indifférence, voire dans l'hostilité générale, qui ne permettent pas de briser ces dernières, même lorsqu'ils en souffrent et espèrent les dépasser. Ce qui advient parfois, de façon plus ou moins éphémère, à leur propre stupéfaction. Ils ont alors la satisfaction de voir apparaître quelques lézardes dans le mur en apparence solide de la camisole de force sociale et étatique, et quelques forces, jusqu'alors insoupçonnées.

Mais, entre la capacité à être actif, sur le mode affinitaire, et l'activisme propre au parti de la révolution néo-jacobine, il y a l'abîme de l'idéologie léniniste que *En catimini* traverse sans sourciller. Le terme de parti n'est plus utilisé, car il est désormais usé jusqu'à la corde. Mais l'esprit demeure, comme le montre le passage sur les groupes armés en RFA, qui « *se sont attaqués à l'image de l'État et ont visé sa destruction symbolique plus encore que la destruction physique de ses structures. Ils ont largement dénoncé le caractère totalitaire de l'ordre démocratique, et, par là, sapé la légitimité du pouvoir des vainqueurs.* » Prétendre de pareilles choses, c'est ressortir des tiroirs poussiéreux des manuels aussi antédiluviens que le *Que faire ?* de Lénine, la bible du Komintern, les tables de la loi de la doctrine de l'église léniniste universelle, qui sanctifie le rôle, la fonction et le mode d'organisation du Parti. Lénine, dans la pure tradition des Lumières et de leur critique de la religion, affirmait que la « *conscience de classe est extérieure à la classe* », incapable, par elle-même, de subvertir le monde, car aveuglée par l'idéologie dominante, propagée par les institutions de la classe

Critique des Cellules révolutionnaires

dominante. Pour lui, l'idéologie n'était rien d'autre que le « *mensonge* » que l'État utilise pour cacher la « *vérité* » de l'exploitation et de la domination à ceux et à celles qui les subissent. Il n'a jamais compris que, en produisant et en reproduisant le monde du capital, les esclaves salariés en produisaient et reproduisaient aussi l'idéologie. Et qu'ils étaient susceptibles de le critiquer sans attendre des éducateurs qui, eux-mêmes, avaient bien besoin d'être éduqués.

Pour Lénine, la tâche du Parti consistait donc à lever le voile, à rendre visible l'essence invisible de l'appareil de coercition du capitalisme. Il présumait que mettre à nu le visage de la domination produirait dans les masses l'intelligence nécessaire pour les conduire à la révolution. Les textes de la RAF montrent qu'elle partageait la même conception du pouvoir, y ajoutant, comme les leaders de l'APO, les médias comme instrument essentiel de formatage des esprits dans le monde modernisé du capital. La violence armée qu'elle préconisait n'avait pas d'autre objectif que d'en révéler la nature, l'image pour parler comme *En catimini*. Les autres groupes armés, malgré quelques dénégations et quelques prises de distance envers les côtés les plus ouvertement staliniens de la RAF, furent incapables de faire éclater le cadre léniniste, même lorsque, parfois, il les gênait aux entournures et qu'ils étaient soumis au feu de la critique, dans les colonnes de *Radikal*, par exemple, au cours des années 1980. En témoignent les appels des RZ à « *Gagner les cœurs et les esprits* », rédigés dans le style fleuri du dicteur poète de Pékin, Mao lui-même.

A partir de là, la question des formes d'activité de tels groupes est secondaire, de même que le refus de telle ou telle Cellule révolutionnaire de les hiérarchiser. Elle ne peut passionner que la police, partie à la chasse aux poseurs de bombes, la presse, en quête de sensationnel, et les activistes, à la recherche de trucs et astuces. Vu les intentions et les objectifs affichés, l'activité restait prison-

Critique des Cellules révolutionnaires

nière, pour l'essentiel, du schéma néo-léniniste. Avec ce qu'elle impliquait comme jeux de rôle et de poses dirigistes, même si les Rote Zora n'ont pas poussé le bouchon aussi loin que la RAF, véritable caricature en la matière. Mais la manie des sigles et des signes de reconnaissance, RZ par exemple, était déjà symptomatique... Dans l'optique néo-léniniste, c'est l'avant-garde qui fait l'histoire, du moins tant que le reste de la troupe ne bouge pas et est considéré comme le vivier dans lequel le Parti potentiel peut racoler des forces d'appoint et les subordonner à ses propres fins. «*La base sociale*», en somme, comme n'hésite pas à l'appeler *En catimini*. Sauf que la base n'a de sens que par rapport au sommet... Position qui fut totalement assumée par la RAF et justifiée par la notion de démocratie totalitaire, étendue à l'infini, jusqu'à prétendre que la situation dans «*la métropole impérialiste*» était verrouillée. En ce sens, la RAF était beaucoup plus conséquente avec les prémisses de ses actions que les autres groupes armés puisqu'elle voyait en elle-même le seul et véridique sujet révolutionnaire en RFA. En termes de conséquences, cela n'impliquait rien d'autre que la lutte pour la survie clandestine et pour révéler au monde la terrible découverte, kalachnikov au poing.

D'autres groupes, tels que les RZ et les Rote Zora, ne furent pas atteints par cette manifestation aiguë d'autisme politique. Dès leur création, ils rappelèrent l'existence de sérieuses zones de tempête, en particulier autour de sites nucléaires en construction. Mais de là à rompre avec leur esprit de parti à moitié assumé, il y avait des marges qu'ils ne franchirent jamais, du moins au titre de groupe. En RFA, les groupes armés eurent tendance, RAF en tête, à surestimer leur propres forces et à sous-estimer celles de l'adversaire, en l'occurrence celles de l'État. Et également à imaginer qu'ils étaient à la pointe du combat, théorique et pratique. Dès les années 1970, on a eu la preuve du contraire. En particulier lors de l'apparition, hors de leur zone d'influence, de l'opposition massive

Critique des Cellules révolutionnaires

au nucléaire. Elle incluait des composantes révolutionnaires, au niveau du contenu des actions comme des formes, réalisées par des cercles affinitaires qui, eux, n'avaient rien à foutre de la permanence des sigles. Non pas tant pour des raisons de sécurité que pour rompre avec les sales habitudes organisationnelles héritées du léninisme.

Bref, les groupes armés genre RAF ne comprenaient pas que leur force très relative dépendait aussi de la force des dizaines de milliers de personnes qui, dans les diverses sphères de la vie sociale, combattaient le capital et l'État. Mais le succès initial de telle ou telle de leur action et le plaisir de voir le pouvoir d'État surpris, voire ridiculisé, finit par agir comme quelque narcotique et, à ce titre, comme aiguillon pour reproduire des actions violentes du même type. D'autant que, comme le montra finement Jacques Camatte, à propos de la désagrégation des communautés de référence prolétariennes, de l'atomisation croissante des individus, de l'intégration des prétendues alternatives à titre d'huile dans les rouages du système et de la fuite dans la violence séparée : *« Il y a surtout des phénomènes de déviance et de marginalisation que les médias absorbent progressivement en enlevant toute la charge explosive à la déviance et en rendant celle-ci compatible avec la norme, en proclamant que tout est possible et le divers nécessaire. Alors, pour tous ceux qui vomissent de façon immédiate la société, il ne reste qu'une issue afin de s'affirmer et être reconnus autres, révolutionnaires : la violence. »*

En tous cas, dans les années 1970, malgré les arrestations et la chasse aux sorcières, l'illusion d'avoir des ailes augmenta au point que des groupes comme la RAF crurent faire vaciller le pouvoir par leurs seules forces. Lorsque Ulrike Meinhof, paraphrasant la célèbre sentence de Mao, affirmait : *« Il était déjà matériellement visible que le monopole de l'État sur la violence est limité, que ses forces peuvent s'épuiser, que si l'impérialisme est sur le plan tactique*

Critique des Cellules révolutionnaires

un monstre dévoreur d'hommes, il est sur le plan stratégique un tigre de papier», elle révélait, malgré elle, l'étendue du désastre généré dans les têtes de la RAF par l'avant-gardisme marxiste-léniniste et la perte totale du sens des réalités auquel il les avait conduites, bien avant d'être enfermées dans des cellules capitonnées en prison spéciale.

Dès 1977, «*l'importante offensive*» de la RAF n'entraîna aucune «*crise de légitimité*», mais la défaite cuisante confirma, pour la énième fois, que le néo-jacobinisme n'avait plus aucun sens depuis longtemps, en termes de lutte révolutionnaire contre le pouvoir. Incapable de le comprendre, *En catimini* en arrive à asséner des énormités du genre : «*Depuis plusieurs années déjà, ce sont particulièrement les luttes pour les prisonniers qui entament l'image de l'État lorsque celui-ci doit faire de stratégiques calculs dans l'urgence.*» En d'autres termes, l'incarcération, voire la torture blanche, infligée à la militance armée serait le moyen idéal, ou presque, pour faire prendre conscience à ceux qui ne la subissent pas de la «*nature totalitaire*» du pouvoir et de la justesse de la position des groupes armés. *En catimini* pourrait aussi bien prétendre que la mise en croix du clouté de Nazareth a révélé aux habitants de la Judée la nature de l'Empire romain et prouvé l'existence de Dieu. Les conséquences de telles broderies sur le canevas du sacrifice à la «*cause de la révolution*» ne sont que trop connues. En RFA comme ailleurs dans le monde, elles ont essentiellement favorisé les manifestations éphémères d'indignation morale, même du côté des pasteurs, face au pouvoir qui, au nom de la raison d'État, fit tuer en cellule des membres de la RAF. Pour le reste, les réfractaires qui combattaient, à Berlin et ailleurs, n'avaient nul besoin de la «*démonstration*» fournie par l'institution pénitentiaire pour être débarrassés des illusions sur la démocratie libérale. Ils savaient déjà à quoi s'en tenir au cas où ils n'accepteraient pas de rentrer dans le rang.

Critique des Cellules révolutionnaires

Il est des actes et des rencontres éphémères qui sont dynamiques et qui perturbent le cours pesant des choses, entrouvrant des portes vers des ailleurs prometteurs. Surtout par temps lourd, de telles bouffées d'air pur ne sont pas à négliger. Cela dit, avoir le sens de la continuité n'est pas à rejeter, bien qu'il puisse, lorsque l'on n'y prend pas garde, devenir source de valorisation et, donc, d'aliénation pour les individus, seuls ou associés. En particulier dans les périodes où, par suite de l'intégration d'aspirations partielles au système de domination et de persécutions policières, l'association de leurs forces en vue de réaliser des objectifs communs devient leur pôle de référence obligé.

Ce qui arrive toujours lorsque l'activité est répétitive et adopte les traits plombés du travail. La survie de l'entité créée prend le dessus sur la vie même des membres et verrouille leur horizon, alors que, à l'origine, celle-ci exprimait leur dynamisme et leur volonté d'en découdre avec le monde. Le terme de membre, repris sans problème par *En catimini* à propos des RZ, n'est pas neutre. Il exprime à merveille la subordination des individus à l'association désormais figée, transformée en groupe. Or, les groupes disposent non seulement de jambes, mais aussi de têtes, de normes, de règles identitaires et même parfois de sigles. Autant de cartes de visite qui donnent l'illusion de la continuité, donc de la force, alors que, comme forme, elles peuvent cacher de graves faiblesses, en termes de contenu. L'absence systématique de revendications des actes peut d'ailleurs créer des illusions analogues, procédé utilisé par les nihilistes comme Netchaïev et, à la fin des années 1960, par des groupes activistes de Berlin-Ouest, de type Weathermen. Bref, lorsque le groupe n'est pas capable de dépasser les limites qui l'entravent, la morale revient en force avec ce qu'elle implique de froideur et de contrainte pour les individus. L'association devrait inclure la possibilité de la séparation, ce qui n'est pas synonyme de guerre. Mais, dans la mesure où l'hypothèse de

Critique des Cellules révolutionnaires

mettre fin à l'aventure commune est saisie comme défaite, réintégration dans le monde que l'on refuse, l'organisation devient le bastion à conserver coûte que coûte.

C'est cet esprit de conservation qui explique la schizophrénie spécifique aux milieux de la militance, même libertaire. C'est lui qui favorise la double pensée, le double langage, la double attitude, le double niveau d'activité et d'association, etc., dont les symptômes habituels sont la logomachie, l'affaiblissement, voire l'extinction, de la faculté critique, l'apparition de mécanismes de défense et de tolérance au sein du groupe, associés à la méfiance, voire à l'intolérance hautaine, envers le milieu dont il est issu et dans lequel il évolue encore en partie. Pour la RAF, le processus de transformation de l'association fugitive en groupe armé fermé et replié sur lui-même fut foudroyant. D'abord, parce que la police réagit très vite, après les premiers sabotages, pour persécuter Baader et les autres, dans la foulée des mesures prises contre les leaders de l'APO. Ensuite et surtout parce qu'ils étaient mûrs pour jouer la carte biseauté de la guérilla urbaine, sous le signe de la kalachnikov et de l'étoile rouge. Les articles de Ulrike Meinhof dans *Konkret*, porte-voix des étudiants radicaux en 1968, sont déjà bien imprégnés de l'esprit des évangiles marxistes-léninistes.

Faisant de nécessité vertu, la RAF affirma même que la clandestinité totale était le préalable à l'activité subversive et qu'elle était antagonique avec la hiérarchie. Or, l'histoire du Komintern démontre l'inverse. Dans *Le Totalitarisme*, Annah Arendt souligne que « *les partis communistes dirigés par Moscou montrent la curieuse tendance à préférer les conditions de clandestinité, même là où elle n'est pas nécessaire* ». Bien avant l'arrivée d'Hitler au pouvoir, le centralisme fut renforcé par le côté conspiratif du KPD puisque, au nom de la sécurité, le comité central imposa la censure et favorisa l'autocensure, à commencer dans les cellules de base. En effet, les poses et les méthodes conspiratives en imposaient aux naïfs et

Critique des Cellules révolutionnaires

aux compagnons de route, permettaient d'installer la plus stricte discipline au sein du Parti, de tuer dans l'œuf les tentatives d'avoir des relations et des discussions hors du cadre fixé par la hiérarchie. Lénine, dans *Que faire ?* détermina ainsi le type d'organisation bolchevique qui devait devenir le modèle pour le Komintern : « *Le seul principe sérieux pour les militants de notre Parti doit être : pas de démocratisation, discipline rigoureuse, secret rigoureux, choix rigoureux des membres, capacité rigoureuse à surveiller et à combattre la police politique, punition sévère des entorses aux devoirs de camaraderie, préparation rigoureuse de révolutionnaires professionnels dévoués à la cause.* » Et d'ajouter : « *L'organisation du Parti exige que les comités ne sachent rien de plus que ce qui est nécessaire pour réaliser leurs tâches...* » L'idéologie utilitariste des besoins appliquée à la question du militantisme, en somme, pour laquelle les individus situés à la base, encartés ou membres d'associations périphériques, sont les instruments des fins du sommet de la pyramide qui leur échappent. Des années de domestication dans ce sens finirent par transformer des individus quelque peu réfléchis en automates qui, au nom de la cohésion, de l'efficacité, de l'urgence et, en priorité, de la sécurité collective, refoulaient les multiples doutes qui les assaillaient et acceptaient d'obéir aux ordres, même à contre-cœur.

Dans l'Europe des années 1970, les organisations d'obéissance marxiste-léniniste tentèrent de rejouer la partition clandestine du Komintern et, parfois, la farce tourna au drame, en RFA par exemple. En France, la moindre allusion au danger de « *fascisation* » suffisait, bien souvent, à actionner les réflexes lénino-pavloviens et à faire régner le silence dans les cellules des ruches maoïstes, menacées par la loi de 1934 et les verges de la Cour de sûreté de l'État pour des menées subversives, en bonne partie imaginaires d'ailleurs. Même des groupes post-situationnistes, voire anarchistes, fidèles à l'esprit conspiratif de Bakounine, hérité

Critique des Cellules révolutionnaires

des conjurations babouvistes, reprirent des idées analogues. Sans compter les quelques cercles sans lendemain qui firent l'apologie de Netchaïev. D'ailleurs, en matière d'objectif et d'organisation, le léninisme est très proche du netchaïevisme, ce qui explique qu'il soit encore difficile aujourd'hui de distinguer des nihilistes battant pavillon anarchiste de marxistes-léninistes. En particulier dans des États comme la Grèce, où d'importantes guérillas sous contrôle stalinien existèrent à l'époque de la prétendue guerre de libération nationale contre le fascisme et, de façon plus réduite, sous la dictature des colonels.

Bien entendu, même pour des cercles affinitaires, il est parfois nécessaire de couvrir du voile de la plus grande discrétion telles ou telles de leurs activités, de leurs relations, etc. Il est des choses qui ne concernent que les individus impliqués, a fortiori lorsqu'elles tombent sous le coup de la loi. La capacité à les réaliser de façon clandestine n'est donc pas à négliger. Clandestines, elles le sont, non seulement pour l'institution étatique, la police en premier lieu, mais aussi pour les citoyens, policiers dans l'âme, « *toujours prêts à protéger la police* », d'après Stirner. A moins de croire à la représentation débonnaire que la démocratie donne d'elle-même et d'accepter la problématique définie par le pouvoir d'État, la séparation entre le légal et l'illégal, il est difficile de faire autrement. Séparation assez élastique pour lui permettre d'exercer le monopole de la « *violence légitime* » avec rigueur en cas de nécessité, sous prétexte de « *lutter contre le terrorisme* ». Bien sûr, il est déjà arrivé que des individus, seuls ou associés, revendiquent en leur nom leurs actes, ce qui risquait de leur coûter cher, pour des raisons qui leur sont propres. Par exemple, lors des premiers sabotages effectués il y a douze ans en France contre les biotechnologies. Dans de tels cas, la décision leur appartient et il n'est pas question d'en exclure la possibilité, au nom de la sécurité, à condition de rejeter les opérations publicitaires des citoyenistes.

Critique des Cellules révolutionnaires

Les RZ, et plus encore les Rote Zora vers la fin de leur existence, prirent du champ envers la RAF, accusée à l'occasion de vouloir constituer le « *parti de la guérilla* ». Elles n'ont donc pas défendu le mode de clandestinité intégrale qu'elle prônait. Par suite, la présentation de leur forme d'organisation par *En catimini* a de quoi séduire les lecteurs peu attentifs, mais perméables à la mythologie générée par la Toile, qui développe l'idée que la notion de réseau exclut celle de hiérarchie. Les Cellules auraient tissé des liens en réseau, facilitant au maximum les complicités actives, mais aussi les séparations en cas de désaccords, ou même la participation à d'autres cercles et à d'autres milieux plus fluides, etc. Ce qui, de plus, les aurait rendues peu détectables par la police. Dans cette optique, l'appel à « *créer de nombreuses cellules révolutionnaires* » n'apparaît plus que comme le détournement ironique de celui de Guevara : « *Créer de nombreux Vietnam.* »

En réalité, au-delà de la représentation avantageuse donnée par *En catimini*, la suite de la lecture nous révèle bien d'autres choses, beaucoup moins sympathiques. Elle montre que, loin d'être des cercles affinitaires, les Rote Zora, pas plus que les RZ, n'avaient pas vraiment rompu avec le modèle léniniste. La décentralisation n'implique pas l'absence de centre, l'État moderne est là pour le confirmer, lui qui intègre aussi comme mode de communication et d'organisation les réseaux du monde de l'information. Dans les groupes armés, le centralisme est revenu en force, justement au nom de la clandestinité, comme le montrent les citations suivantes : « *Le mode opératoire que s'imposent les RZ permet une grande visibilité de leurs actions, sans les obliger à entrer en totale clandestinité : organisation horizontale, noms de code, absence d'informations entre cellules sur leur constitution. Une dizaine de cellules sont coordonnées, mais toutes les personnes faisant partie des RZ ne se connaissent pas et les contacts entre cellules sont limités au maximum.* » En d'autres termes, les liaisons sont centralisées

Critique des Cellules révolutionnaires

entre quelques mains, à titre de corollaire de la compartimentation et de la séparation des cellules. Ce qui réintroduit la hiérarchie propre au Parti, condamnée en paroles. La non-mixité façon Rote Zora n'y change rien. « *Tout est mis en œuvre pour que la discrétion de l'organisation soit protégée, et avec elle les personnes qui la composent. La sécurité implique une prise de renseignements sur ceux et celles qui veulent entrer dans les Cellules (sur la famille, les relations amoureuses, le passé, les amitiés, etc.) pour éviter les indics et infiltrés.* » Le problème est réel, mais bien plus vaste.

D'abord, à l'époque de la création des groupes armés en RFA, il incluait déjà celui de la drogue puisque les milieux d'où ils surgirent, les communautés alternatives de Berlin par exemple, faisaient souvent l'apologie de l'héroïne au nom du refus de la morale chrétienne et de la jouissance sans entraves. Or, avec des camés, il est impossible d'avoir la moindre activité, même tolérée par l'État, parce que les relations de confiance sont anéanties d'avance. Mieux vaut savoir si tel ou tel individu, même révolté, est adepte de la seringue. Ensuite, personne n'échappe totalement à la séparation entre domaine privé et domaine public, sur laquelle repose encore en partie l'institution étatique. Hostile aux postures inquisitrices, qui tyrannisent l'intimité des individus, je reconnais pourtant qu'il est impossible de faire abstraction des relations d'amitié et d'amour personnelles dès que la question de l'activité, en particulier clandestine, entre en jeu. Lorsqu'elles sont antagoniques avec ce qui est proclamé, la dichotomie est inacceptable et elle peut même mettre en danger les individus associés. Enfin, l'aliénation des passions, difficilement détectable au jour le jour, génère parfois des névroses, des paranoïas soudaines contre lesquelles les groupes ne sont pas vaccinés : d'où des crises de rage incontrôlables, des dénonciations vengeresses, etc. Sans compter les aventuriers qui aiment jouer avec le feu et prendre des risques extrêmes. Malinovski, l'un des principaux chefs du parti bolche-

Critique des Cellules révolutionnaires

vik, qui effectua des années de prison et de déportation en Sibérie pour participation à l'insurrection de Moscou de 1905, qui organisa des expropriations et donna ses camarades à l'Okhrana, ne fut démasqué que très tard. Il rentra d'ailleurs volontairement en Russie après Octobre pour y être fusillé. Lénine rejeta la possibilité d'une telle duplicité jusqu'à l'ouverture des archives de la police politique tsariste. En la matière, la vision restrictive des sources de danger, limitée à la provocation policière, est inopérante et il n'y a pas comme les révolutionnaires professionnels, les léninistes en particulier, pour être désarmés face aux abysses de l'esprit humain. Mais ils pratiquent le déni de réalité, sous peine de remettre en cause l'image de dureté et de pureté qu'ils ont d'eux-mêmes. Lorsqu'ils sont obligés d'en tenir compte, c'est pour les ranger dans des tiroirs numérotés, reprenant les catégories en vigueur dans les facultés de médecine. C'est pourquoi, derrière leurs poses sévères, transparaissent les casquettes des policiers, les toges des juges et, parfois, lorsqu'elles sont déclinées au féminin, les blouses blanches des psy.

A tous ces problèmes complexes, *En catimini* propose la solution simple et bien connue des groupes léninistes : le flicage de la périphérie par l'organisation centrale déjà constituée. Car la conception classique du Parti présuppose que le ver ne peut pas déjà être dans la pomme, qu'elle est a priori imputrescible et que les opérations policières sont essentiellement dues à quelques bacilles extérieurs ou internes, les indicateurs et les repentis. Là comme ailleurs, le problème du contenu de l'activité est évacué au bénéfice exclusif des formes et des cours de morale. Poser la question de savoir si, à cause de quelque vice de constitution, la structure a priori clandestine n'est pas déjà connue, voire vérolée, en partie au moins, par la police, donc manipulable, est en général rejeté comme relevant de l'idéologie complotiste, comme concession intolérable à la conception policière de l'histoire, etc.

Critique des Cellules révolutionnaires

Bien sûr, le mode de domination du capital n'est pas assimilable à la vision selon laquelle Big Brother, représentation de la caste des prétendus maîtres du monde, tapie dans l'ombre, dirigerait la planète à l'image des marionnettistes. Dans les périodes de remise en cause des « certitudes », précise Hannah Arendt dans *Le Totalitarisme*, « ce que les masses refusent de reconnaître, c'est le caractère non déterministe dans lequel baigne la réalité. Elles sont prédisposées à toutes les idéologies parce que celles-ci expliquent les faits comme étant de simples exemples de lois et éliminent les coïncidences en inventant quelque pouvoir suprême et universel qui est censé être à l'origine de tous les accidents. »

L'État mondial, disposant de la puissance lui permettant d'avoir la maîtrise de l'histoire, relève de la fiction, même depuis la fin des blocs et l'accélération de la globalisation du capital. Le transfert des souverainetés nationales à des instances supranationales comme l'ONU reste très relatif. Par exemple, les décisions de l'assemblée générale des Nations unies concernant Israël restent lettre morte sans l'accord unanime du club des cinq principaux États nucléaires de la planète, installés au Conseil de sécurité. « Qui possède la force dispose de la véritable légitimité », affirmait déjà Hugo Grotius, idéologue de la république hollandaise naissante.

Dans la réalité, il existe des États constitués, des institutions et des puissances para-étatiques organisées en réseaux locaux ou plus globaux qui parfois agissent pour leur propre compte, parfois à titre de supplétifs desdits États, ce qui était le cas du COSE en Palestine. En ce sens, le Moyen-Orient est le modèle du genre depuis plus de cinquante ans. De façon générale, il est absurde de prétendre que les États européens ont inventé les groupes armés néo-léninistes, genre RAF, et qu'ils les manipulaient à leur gré comme des pantins. Par contre, le roman de la repentance et de la dissociation, lui, a toutes les faveurs des apologistes de tels grou-

Critique des Cellules révolutionnaires

pes. Or, la théorie du traître a ceci de commun avec celle du complot qu'elle permet de refouler la question de la nature de leur activité et de leur mode d'organisation.

Ainsi, en Allemagne, il est de bon ton de stigmatiser la nébuleuse qui tournait autour de la RAF et qui a constitué le vivier dans lequel la police a puisé indicateurs et balances. Mais, si la RAF elle-même n'avait pas établi de relations instrumentales avec le milieu qui l'entourait, la casse aurait été bien moindre. Elle voulait disposer d'instruments qui joueraient le rôle de grooms sans se poser de questions. Elle en a eu, mais il ne faut pas s'étonner qu'ils aient été retournés comme des crêpes en moins de deux. De plus, ce n'est pas seulement la police qui tenta d'entrer en relation avec les groupes armés, mais aussi eux qui tentèrent de jouer avec elle, en particulier au Moyen-Orient. En choisissant comme date butoir l'année 1977, celle de l'arrestation d'Albartus, avant laquelle le pouvoir d'État n'aurait rien su de la structure des RZ, *En catimini* passe sous silence les aventures palestiniennes de pareils groupes armés depuis 1970.

Il est très facile de stigmatiser Hans-Joachim Klein, l'un de leurs membres ayant participé à la prise d'otages des ministres de l'OPEP en 1975 à Vienne, pour son interview au *Spiegel*. Manifestement, il avait déjà été interrogé par les services du FLN, après l'atterrissage à Alger. Mais pourquoi avait-il participé à l'affaire de Vienne ? Opération organisée par Carlos avec la bénédiction du KGB. Question dérangeante que *En catimini* évacue, car elle pose d'emblée le problème de l'activité anti-impérialiste des RZ autour de la Palestine. En allant jouer à la guérilla sous la direction du FPLP, elles mettaient le pied dans de sacrés nids de vipères. Mais elles les assimilaient à des « amis de la cause palestinienne », avec lesquels il était possible de papoter et d'effectuer des opérations communes. Les bons barbouzes savent se faire aimer.

Critique des Cellules révolutionnaires

Voilà, j'ai abordé les problèmes que j'avais envie de soulever, en espérant avoir effectué le débroussaillage de pistes oubliées, difficilement praticables, surtout lorsque l'on a appris leur existence par oui-dire. La jungle de l'idéologie à prétention révolutionnaire est aujourd'hui suffisamment dense pour que l'on accepte, sans trop se poser de questions, les premières cartes tombées du ciel. Or, bien souvent, elles ont besoin d'être sérieusement mises à jour et, parfois, elles ne méritent que le broyeur. On ne manquera pas de me faire remarquer les limites de ce qui précède. Elles sont réelles car je suis plutôt allusif sur l'histoire de l'ensemble des oppositions à l'État, qui ébranlèrent la RFA pendant deux décennies. Mais mon objectif, plus modeste, n'était pas d'en tirer le bilan global. De même, je me contente de faire allusion au néo-féminisme sous l'angle de ses relations avec le léninisme, tel qu'il m'est apparu à la lecture de *En catimini*. Ce qui m'a amené à forger le néologisme de lénino-féminisme pour caractériser les Rote Zora. Pour le reste, je renvoie aux critiques pertinentes et plus globales, effectuées dès 1977 par Annie Le Brun. Dans des textes comme *Jdanov change de sexe*, elle y analyse la nature des monstrueuses épousailles entre Lénine, Staline, Mao et Beauvoir, effectuées sous le patronage des «boîtes à idées» et des chaires universitaires, féminisées pour l'occasion et devenues des centrales de ventilation des idéologies de la domination modernisée. Ce qui sanctionna, au prétexte de stigmatiser d'antiques hiérarchies masculines encore vivaces, même sous nos latitudes, le rejet des perspectives subversives, formulées et portées par de belles et fortes individualités féminines, telles que Flora Tristan, Voltairine de Cleyre, Louise Michel et Emma Goldman, pour ne nommer que certaines des plus connues. Sans compter toutes les inconnues qui, de la Commune de Paris à Barcelone, lors de la révolution libertaire, montèrent à l'assaut du ciel. ●

Janvier 2010

Critique des Cellules révolutionnaires

Réponse à des supporters des Cellules révolutionnaires

Dans votre courrier, vous m'accusez de reprendre à mon compte, pour analyser les Cellules révolutionnaires, les conceptions de Debord et de Sanguinetti, sur les Brigades rouges et de me baser sur les archives de la STASI, disponibles depuis la Réunification, pour les « *calomnier* » et les présenter comme de « *pures créations des barbouzes du Pacte de Varsovie* », bref, en quelque sorte, comme des vulgaires officines du bloc de l'Est. Or, premièrement, j'ai pris soin, dans ma brochure sur *En catimini*, de me démarquer de la conception policière de l'histoire et de ses avatars post-situationnistes, du genre de ceux défendus par Debord dans les *Commentaires sur la Société du spectacle* ; et, deuxièmement, je n'ai pas eu besoin d'ouvrir lesdites archives, pour affirmer, a minima, que l'anti-impérialisme des RZ, issu de l'idéologie communiste autoritaire propre au Komintern d'antan, était en réalité à géométrie variable. Ce qui fut signalé par des post-situationnistes, des conseillistes, des autonomes et des anarchistes, en RFA et ailleurs, depuis belle lurette.

De façon générale, du côté des RZ, il n'y a jamais eu la moindre critique de fond de l'idéologie léniniste et, par suite, des États qui furent constitués à partir de telles conceptions étatistes, au fil des décennies, non seulement en Europe de l'Est mais aussi ailleurs, dans le prétendu tiers-monde jusqu'à la veille même de la Réunification. Des États à l'image de la défunte République démocratique populaire du Yémen, où des membres des RZ allaient s'initier à la lutte armée contre « *l'impérialisme et le sionisme* », aux côtés de groupes néo-nazis, États qu'ils qualifiaient de « *jeunes États socialistes* », où ils se réfugièrent pour échapper aux pour-

Critique des Cellules révolutionnaires

suites de la police criminelle ouest-allemande (BKA) et où certains de leurs membres devinrent de vulgaires exécuteurs des basses œuvres du groupe Carlos.

Dans les articles des RZ, il n'y a pas de références non plus à des brochures aussi connues et discutées en RFA que *Les soviets trahis par les bolcheviks*, de Rudolph Rocker, datée de 1920. Sinon par quelques individualités dissidentes en leur sein, de façon occasionnelle et exceptionnelle, sous le manteau et sans vraiment que de telles prises de distance envers le léninisme apparaissent au grand jour pendant presque deux décennies. Alors même que la RFA, depuis l'aube des années 1970, participait à nombre d'entreprises communes avec l'URSS et ses satellites, à commencer par la fabrication dans la Ruhr de pièces essentielles à la construction d'oléoducs et de gazoducs gérés par le Comecon et collaborait même parfois avec lui dans le domaine du nucléaire civil, dans le cadre défini par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Silence complet là-dessus, même dans le recueil d'articles et de communiqués, *Les Raisins de la colère (Die Früchte des Zorns)*, sorti au lendemain de la Réunification. Ainsi, les RZ, bien prompts à dynamiter des entreprises allemandes qui participaient à la construction d'oléoducs de l'OTAN n'entreprirent rien contre celles qui collaboraient à la construction d'installations analogues placées sous la houlette du Pacte de Varsovie, à usage civil et militaire, l'une d'entre elles alimentant en outre la RFA en gaz sibérien.

Mais il est vrai que les RZ affirmèrent à de nombreuses reprises que « *l'ennemi principal des peuples étaient les États-Unis* ». Même à l'époque de la sortie de *Beethoven contre McDonald's*, en 1983, censé critiquer, entre autres choses, la gauche allemande pour ses inconséquences envers le bloc de l'Est, le communiqué des RZ relatif à leur attentat sur le parcours de la parade des troupes Alliées à Berlin-Ouest, quelques heures avant leur passage,

Critique des Cellules révolutionnaires

affirme : « Si nous nous opposons à la mise grossière sur le même plan des États-Unis et de l'Union soviétique, nous n'arrivons pas cependant à faire de distinction entre les bons (socialistes) et les mauvais missiles (impérialistes). » Les individus hostiles en principe à l'État apprécieront.

Par suite, la question essentielle des révoltes qui apparurent de façon plus ou moins récurrente au sein des « États socialistes », est escamotée, y compris la grève générale des chantiers de construction navale de Gdansk, en Pologne, sans aucun doute parce qu'elles participaient, dans l'optique des RZ, à affaiblir le bloc de l'Est, pas celui de l'Ouest. Les réactions les plus radicales, en particulier lors de l'instauration de la loi martiale en Pologne, en 1981, provinrent des milieux autonomes et libertaires, en RFA et dans d'autres pays d'Europe de l'Ouest, au grand dam de partis communistes qui, comme le PCF en France, soutenaient le Parti polonais. Je me contenterai ici de citer quelques morceaux choisis pour illustrer mon propos, tirés de l'un des articles emblématiques rédigés dans les années 1980 : *Le Bloc de l'Est, tache aveugle dans la géopolitique de la gauche (Der Ostblock, ein blinder Fleck in der politischen Geographie der Linken)*.

Citation. « L'idéal de l'internationalisme révolutionnaire n'a jamais déterminé la politique étrangère soviétique : ni à l'époque de Staline, qui a livré les partis communistes d'Allemagne et de Yougoslavie à la répression [...] et le mouvement de résistance communiste de Grèce aux Alliés, ni à l'époque de Khrouchtchev, Brejnev ou Andropov. »

Commentaire. Il est notoire que c'est dès 1918 que Lénine lui-même sacrifia la révolution mondiale, à Brest-Litovsk, via la signature de la paix séparée avec l'Empire allemand et ses alliés qui leur vendait l'Ukraine et condamnait les révoltés ukrainiens à être exterminés par les troupes d'occupation et les pogromistes locaux, en échange du maintien au pouvoir du Parti à Moscou. Trahison

Critique des Cellules révolutionnaires

manifeste des promesses léninistes antérieures, qui fut stigmatisée par les anarchistes, Rocker en tête, les prétendus gauchistes bientôt exclus du Komintern, à savoir les partisans du communisme des conseils, et même par des fractions dissidentes du Parti en Russie, la tendance minoritaire dite des communistes de gauche. C'est de cette époque que date la bolchevisation des Partis communistes, en Allemagne et ailleurs, à savoir leur transformation en annexes au service de la défense de la « *patrie du socialisme* ». Les RZ avaient donc la mémoire sélective, comme les marxistes-léninistes et les trotskystes, qui, dans le meilleur des cas, dataient la naissance de la contre-révolution aux couleurs du drapeau rouge de la prise du pouvoir par Staline, vers 1928.

Citation. « *Malgré tout cela, on ne peut nier que les conditions des luttes de libération dans le tiers monde seraient probablement pires sans l'Union soviétique. L'existence même d'une superpuissance concurrente a restreint à plusieurs reprises le champ d'action des États impérialistes et, à l'inverse, a amené l'Union soviétique à soutenir, au moins partiellement, les mouvements de libération dans la sphère d'influence de l'ennemi.* »

Commentaire. Les innombrables marchandages auxquels se sont livrées les grandes puissances lors de la guerre froide sur le dos des révoltés du monde entier, États-Unis et Union soviétique en tête, pour défendre leurs zones d'influence respectives sont ainsi valorisés comme autant de soutiens, au moins partiels, de Moscou aux mouvements de libération nationale étatistes hostiles à Washington, sandinistes compris ! Ceci fut rédigé alors même que l'Union soviétique menait, en Afghanistan, sa guerre coloniale, digne de celle que les États-Unis avaient entreprise au Vietnam, mais que, sans de la litote oblige, les RZ ne qualifient pas comme telle mais « *d'intervention* » !

Citation. « *L'intervention militaire en Afghanistan n'a pas vraiment rendu l'Union soviétique plus forte, mais a plutôt fourni la*

Critique des Cellules révolutionnaires

preuve qu'elle peut difficilement maintenir en place de tels gouvernements, même dans ce pays traditionnellement ami. [...] Mais ce qui est probablement plus important, c'est que cette attaque a coûté à Moscou une nouvelle perte de sympathie parmi les peuples non alignés. »

Commentaire. En d'autres termes, les RZ n'accusent pas l'URSS d'être aussi « *impérialiste* » que les États-Unis et leurs alliés de l'Ouest, mais de se tirer des balles dans le pied. En quelque sorte de nuire à la cause commune, celle de contenir les visées expansionnistes de leur principal concurrent, avec, comme conséquence, de ruiner l'économie étatisée de l'Est. Elles ne disent rien de plus que ce qu'affirmaient déjà, au sein même du Comité central du Parti, des apôtres de la glasnost, à commencer par Gorbatchev ! Hostile à l'aventure afghane lancée par les conservateurs néo-staliniens du Parti russe pour des raisons analogues.

Comme vous pouvez le voir, pour effectuer de telles critiques, il n'est nul besoin de plonger le nez dans les poubelles malodorantes de la STASI, qui firent les délices des journalistes et autres commentateurs patentés au lendemain de la Réunification. Les prises de positions pro-soviétiques des RZ, les accointances reconnues avec les groupes palestiniens tels que le FPLP, soutenus par l'URSS, via des aventuriers comme Carlos, formés par le KGB, la fuite à l'Est de tels ou tels de leurs membres recherchés par la police criminelle de la RFA (BKA), à commencer par l'une des fondatrices des RZ, Magdalena Kopp, suffisent pour comprendre pourquoi et comment des relations de complicité purent exister entre des membres des RZ et la STASI. Sans même parler de la RAF, dont nombre de membres furent protégés en RDA, puis évidemment donnés au BKA lors de la réunification de l'Allemagne et dont le principal avocat, Klaus Croissant lui-même, avoua, en 1992, avoir travaillé pour la STASI. ●

Mars 2010

Réponse adressée à des féministes allemandes sur les Rote Zora

J'ai bien reçu votre courrier relatif à mes prises de position dans *Quelques notes critiques sur "En catimini"*. Ce qui vous a mises en fureur, ce sont les passages où j'ose « affirmer sans preuves », à vos dires : « Je ne vois pas pourquoi, alors que je ne suis pas tendre envers mon propre passé marxiste-léniniste, qui date de la première moitié des années 1970, j'accepterais que l'on défende aujourd'hui "en catimini" la même idéologie sous de nouveaux pavillons de complaisance, y compris en lui donnant quelque tournure néo-féministe. » Propos qui serait la manifestation de mon « hostilité envers le féminisme ». Vous prenez comme contre-exemple le communiqué signé Rote Zora de 1987, relatif à l'attentat contre le siège et des filiales de la société Adler, en RFA. « Preuve », d'après vous, que « le féminisme est incompatible avec le marxisme-léninisme ». Or, si le communiqué prouve quelque chose, c'est l'inverse : l'acceptation du marxisme-léninisme, ici en variante maoïste, par les féministes des Rote Zora. Position inaugurée par Simone de Beauvoir lors de son voyage à Pékin dès le milieu des années 1950 et dénoncée à juste titre par Annie Le Brun dans les années 1970, par exemple dans *Jdanov change de sexe*, lorsqu'elle n'avait pas encore sombré dans la défense du nationalisme, en l'occurrence croate, lors de la guerre en Yougoslavie.

En effet, le communiqué n'en reste pas à la critique du groupe Adler, en particulier à celle de la situation de quasi-servitude, parfois sexuelle, que subissent les salariées dans les usines qu'il possède en Corée du Sud, de la coercition qui l'accompagne, violente lors des grèves, etc. Non, les Rote Zora, du moins les

Critique des Cellules révolutionnaires

personnes favorables à de telles actions de sabotage, nous livrent l'exposé de leurs motifs. Ils relèvent du néo-féminisme en col Mao, que pas mal de personnes avaient accepté sans broncher, vers la fin des années 1960. Presque vingt ans plus tard, alors que le maoïsme avait déjà prouvé ce qu'il cachait, le communiqué recycle la même idéologie comme le fin du fin de la critique révolutionnaire ! Chères néo-féministes d'aujourd'hui, cela ne vous gêne pas ? Pour vous répondre, j'ai choisi ici de sélectionner et de commenter les passages qui constituent la trame du communiqué.

Citation. *« La paix entre les classes, devenue fragile dans les métropoles, se maintient par des offres de consommation bon marché aux dépens des humains des trois continents [...] Bien que les conditions de vie dans les métropoles s'aggravent aussi, nous ne devons contourner en aucun cas ce point crucial : nos privilèges, dont la consommation, sont basés sur l'exploitation, la valorisation et la destruction des humains des trois continents. »*

Commentaire. Les Rote Zora ressortent les poncifs des idéologues de l'APO sur la « consommation attribuée », incapables qu'elles sont de comprendre la nature de l'accumulation du capital liée au rôle de l'État providence à l'époque des Trente Glorieuses, rendue possible en partie par l'intégration de la RFA au bloc de l'Ouest sous la houlette des États-Unis. Poncifs amalgamés au misérabilisme tiers-mondiste, lequel cherche à faire culpabiliser les prétendus salariés garantis des États capitalistes avancés. Misérabilisme qui étend la douteuse doctrine léniniste de l'aristocratie ouvrière à la totalité des ouvriers métropolitains bénéficiant, en principe, de la garantie de l'emploi. L'aristocratie ouvrière, comme Engels en parle à l'époque de l'empire britannique triomphant, à la fin du XIX^e siècle, a toujours été minoritaire, composée d'ouvriers très qualifiés de la presse, par exemple, qu'il oppose lui-même à la masse des ouvriers des deux sexes, dans les secteurs essentiels de l'industrie, préfiguration de ce que seront les esclaves de la chaîne

Critique des Cellules révolutionnaires

tayloriste. Les « *privilèges* » dont parlent les Rote Zora ne sont, en règle générale, que du salaire social, géré par l'État et les comités de cogestion dans les entreprises en RFA, qui apparaît dans la représentation officielle comme les bonnes œuvres du capital. Mais les maoïstes, en RFA et ailleurs, imaginaient sans doute que le salaire n'est rien d'autre que la partie que les salariés reçoivent en titre individuel ! Ici, le discours misérabiliste rejoint le discours libéral sur les salariés « *privilégiés* ». Quel radicalisme !

Citation. « *Par la destruction de l'économie de subsistance, de plus en plus d'humains sont forcés à quitter leurs campagnes et à s'installer dans les grandes villes. [...], comme en Corée.* »

Commentaire. En Corée du Sud, « *l'économie de subsistance* » – pour autant que le terme a quelque sens –, a disparu depuis longtemps, à moins d'y assimiler le système de métayage et de redevance en nature, qui exista pendant des siècles. Système auquel les États-Unis commencèrent à mettre fin dans les années 1950. Ils imposèrent la liquidation des grandes propriétés foncières traditionnelles, qui appartenaient principalement à des clans féodaux liés au Japon impérial, et leur redistribution aux familles paysannes contre la création de l'impôt foncier en monnaie versé à l'État. La réforme agraire avait le double avantage de calmer les paysans, plutôt sensibles aux opérations de charme de Kim Il Sung leur promettant la « *fin du féodalisme et de l'occupation impérialiste* » et de faciliter le démarrage de l'accumulation industrielle en Corée du Sud, sur fond de subventions octroyées par la Réserve fédérale américaine.

Citation. « *En Corée du Sud, la dictature soutenue économiquement et militairement par les États-Unis fait tout pour que le pays soit accepté dans la cour des nouveaux pays industrialisés pour les investissements des multinationales occidentales. Contre l'opposition croissante dans le pays, elle réagit par la répression brutale. Ces protestations sont le fait d'étudiants qui entendent leur lutte*

Critique des Cellules révolutionnaires

comme anticapitaliste, anti-impérialiste et nationaliste, de l'organisation croissante dans les usines de personnes qui gardent vive la mémoire de la révolte populaire massacrée...»

Commentaire. Dès la fin des années 1970 et l'aube des années 1980, la situation était suffisamment explosive en Corée du Sud pour que Washington impose à Séoul, y compris en faisant descendre le dictateur Park et d'autres dinosaures coréens de la guerre froide en phase terminale, les premières mesures de démocratisation : élections au suffrage universel du Président, légalisation des partis d'opposition, y compris ceux liés discrètement à Pyongyang sous l'étiquette « *anti-impérialiste* », début de reconnaissance des syndicats et intégration progressive de leur appareil à celui de l'État, augmentation des salaires dans les principales branches de l'industrie, diminution des taxes, en particulier pour les fermiers, etc. Il faut vraiment évoluer dans la sphère séparée du militantisme pour oublier cela. Côté Rote Zora, je cherche en vain la moindre critique des côtés démocratiques et nationalistes qui finirent par pourrir totalement les diverses manifestations initiales de révolte, en particulier dans les usines.

Citation. *« Malgré l'interdiction de grève et de réunion, les ouvrières se sont organisées dans la centrale syndicale libre Korea Democracy Labour Movement également interdite, combattent pour le droit à l'assemblée plénière dans l'usine et pour le respect des droits de l'homme les plus fondamentaux, et se rencontrent pour déterminer les autres étapes de leur lutte. »*

Commentaire. Les Rote Zora à la traîne des leaders des syndicats et des partis d'opposition, futurs co-gestionnaires de la Corée démocratisée ! Alors même que des groupes révolutionnaires à Séoul et à Pusan, en particulier ceux d'obédience libertaire, dénonçaient déjà la récupération ! C'est toujours la même histoire avec les héritiers du marxisme-léninisme d'antan. Comme Lénine, ils stigmatisent le chauvinisme des appareils syn-

Critique des Cellules révolutionnaires

dicaux dans les métropoles tout en expliquant que le syndicalisme a encore de beaux jours devant lui, particulièrement dans les régions subordonnées aux États avancés. Ce qui n'est pas bon pour eux, citoyens des métropoles prétendent à la pointe de la critique, est bien suffisant pour les damnés du reste du « tiers monde » qui les entourent. Il y a beaucoup de condescendance et de mépris là-dedans...

Citation. *« Nous voyons notre lutte ici non pas séparée des relations que l'impérialisme induit dans les trois continents, mais comme un anti-impérialisme pratique et concret et, essayant de freiner le bon déroulement des stratégies du capital, en solidarité avec toutes les luttes contre l'exploitation et l'oppression. »*

Commentaire. La conclusion est celle des anti-impérialistes en déroute de la fin des années 1980 en RFA. Les organisations nationalistes, en particulier l'OLP, ayant révélé leur vraie nature réactionnaire au cours des années 1970, qui vit aussi se multiplier les États issus de guérillas nationalistes, les Rote Zora abandonnent le concept de guérilla, sans changer la moindre ligne à leur bréviaire anti-impérialiste, sans voir qu'elles soutiennent ainsi la démocratisation des futurs « dragons » du capitalisme mondial.

Voilà. Je pense avoir accumulé assez de citations et de démonstrations pour montrer que vos accusations ne tiennent pas. Loin de rejeter le féminisme en général, je me réclame de belles individualités telles que Mary Wollstonecraft, Flora Tristan, Louise Michel et Emma Goldman, pour ne nommer que certaines des plus connues, ennemies irréductibles de la domination. Contrairement à vous, qui, de votre propre aveu, partez à la chasse aux postes universitaires. ●

Mai 2011

Critique des Cellules révolutionnaires

A propos du livre « Tout feu, tout flamme » Critique ou justification de l'activité des RZ ?

Sur votre conseil, j'ai lu et relu le livre publié récemment aux Éditions Tumult. Je me suis concentré sur l'introduction et les trois interviews, le reste, à savoir la sélection d'articles et de communiqués des RZ, les comptes rendus des procès, les chronologies, etc., était déjà connu depuis longtemps et même parfois édité par des sites aussi peu recommandables que Vive le maoïsme.

Je partage votre exaspération, en particulier envers les auteurs de la préface. Ils ne comprennent pas que les RZ n'ont pas rompu, dans les années 1980, avec les bases mêmes du léninisme, mais seulement avec les formes les plus caricaturales de celui-ci, qu'elles partageaient, en totalité ou en partie, au cours des années 1970, avec la RAF. C'est pourquoi ils présentent, par exemple, le numéro 6 de *Colère révolutionnaire*, daté de 1981, comme le bilan de la « réorientation de leur pratique [celle des RZ] sur les conflits sociaux, ainsi que leur concept d'organisation décentralisée en groupes autonomes ». Mais cette « nouvelle orientation sociale-révolutionnaire », qui, d'après nos préfaceurs, marque la rupture avec l'idéologie quasi blanquiste de la RAF, « l'assaut contre le cœur de l'État », n'est que du recyclage et de l'adaptation à la situation en RFA du léninisme de l'époque de la révolution russe de 1905. Le terme même de « social-révolutionnaire » est de Lénine, qu'il opposait au « social-réformisme » des libéraux russes. Ainsi, lors de l'insurrection de Moscou, Lénine préconisait, dans des articles comme *La Guerre de partisans*, la généralisation de formes de lutte armée, à première vue incompatibles avec l'idéologie social-démocrate dominante, telle que la guérilla urbaine menée par des groupes armés, composés ou non de membres du Parti, lutte

Critique des Cellules révolutionnaires

armée combinée à d'autres formes de lutte : grèves, occupations, expropriations, meurtres de policiers de l'Okhrana, etc. Il stigmatisait même les membres du Parti, qui, parfois, à Moscou, ne comprenaient pas l'importance des initiatives des groupes de combat, lesquels n'attendaient pas d'ordres pour agir, et y voyaient des résurgences du blanquisme.

Au lendemain de Mai 68, ce sont de telles positions de Lénine qui fascinaient bon nombre d'entre nous, à la recherche de perspectives et d'activités révolutionnaires, malgré les mises en garde d'anarchistes, en particulier d'anarchistes espagnols qui avaient combattu les armes à la main l'État franquiste. Par la suite, des critiques analogues eurent lieu en RFA, comme le prouvent à l'évidence de multiples discussions du côté de Francfort, par exemple, tenues par des cercles autonomes et libertaires qui participaient aux oppositions au nucléaire, à l'extension de l'aéroport de la ville, y compris par la multiplication des sabotages contre les bétonneurs, etc.

En réalité, les auteurs de la préface, obnubilés par des formes de combat qui leur apparaissent à tort comme subversives en elles-mêmes, finissent par oublier, bon gré, mal gré, la question de leurs contenus, parfois ambigus, souvent indéfendables. Or la grande majorité des actions des RZ relevait du répertoire antédiluvien du Komintern et leurs communiqués étaient rédigés dans la langue de bois qui lui était propre, ce qui aurait dû faire tiquer, pour le moins, les éditeurs de *Tumult*. Quant aux tentatives de critiques plus fouillées du léninisme, mais en fin de compte inabouties, du moins celles qui apparurent au grand jour, elles sont en réalité postérieures à la dissolution des RZ, par exemple dans le texte *Gerd Albertus est mort*, daté de 1992, abattu par le groupe Carlos.

Les trois personnes qui sont interviewées, elles, prennent plus de distance envers leur propre histoire que la version lissée et

Critique des Cellules révolutionnaires

expurgée des côtés les plus indéfendables de l'histoire des RZ donnée en introduction et leurs prises de positions ne sont pas identiques, ce qui est normal. Cependant, leurs propos nuancés et leurs désaccords ne dépassent pas certaines limites, car elles ne peuvent reconnaître, pour l'essentiel, les impasses dans lesquelles se sont fourvoyées les RZ et les Rote Zora.

Surtout en ce qui concerne les activités des RZ dans les années 1980, période pendant laquelle les personnes interviewées y ont participé. Même lorsqu'elles commencent à aborder les questions qui fâchent, celles des relations avec des organisations aussi infréquentables que le FPLP par exemple, donc celles des relations avec l'URSS et la RDA, par STASI interposée, elles ne creusent pas, elles en restent trop souvent à des réponses grosso modo superficielles, parfois à des anecdotes détachées du contexte, et qui concernent l'autoritarisme insupportable affiché par tels ou tels individus ainsi que les relations troubles que ceux-ci entretenaient avec la police de la RDA, laquelle les protégeait parfois des poursuites du BKA. Au fond, pas plus que les rédacteurs de la préface, les trois ex-membres des RZ ne dépassent le cadre de la critique à fleur de peau de la RAF, véritable caricature en matière de léninisme, et des positions que les fondateurs et fondatrices des RZ, dans les années 1970, comme Brigitte Kuhlmann et Wilfried Böse tués à Entebbe, partagèrent avec elle, en particulier sur la question maudite de la Palestine. Ils présentent même comme modèle à suivre et à reproduire aujourd'hui les déclarations et les actions des Rote Zora contre la firme Adler, pourtant archétype du lénino-féminisme de l'époque.

Que dire de plus ? Le livre est plus que décevant. Je vous renvoie ici aux critiques que j'ai faites dans la brochure sur *En catimini* et dans les lettres qui y sont jointes. Il serait utile, si vous avez le temps, que vous couchiez sur le papier ce dont nous avons récemment discuté. Pour avoir participé à pas mal de combats en RFA,

Critique des Cellules révolutionnaires

en particulier aux combats contre le nucléaire, vous m'avez apporté des éclairages indispensables sur les RZ. Car, dans ce domaine, je m'étais contenté d'aller à Kalkar, lieu du chantier destiné à la construction du surgénérateur en Rhénanie Westphalie, à quelques reprises, dans les années 1970. ●

**A vous revoir
Octobre 2023**

De nombreux articles, communiqués, bilans... des Cellules Révolutionnaires et des Rote Zora sont disponibles en allemand sur le site :

www.freilassung.de/

Fedayins, vous nous faites chier !

- Des organisations militaires, qui, comme les autres armées de libération nationale, préparent le terrain à une bourgeoisie nationale qui remplacera l'impérialiste, « *ennemi prioritaire* ». Une armée, creuset d'un futur État qui sera chargé de développer le capital national et d'exploiter les ouvriers et les paysans comme en Algérie et au Vietnam. En décembre 1973, Hawatmeh* annonce : « *Nous voulons une entité nationale palestinienne indépendante, quelles que soient ses dimensions.* » Les divergences entre les groupes portent seulement sur le « *quelles que soient ses dimensions* » (avec les différentes concessions qui en découlent), en fonction de la lutte pour l'hégémonie dans le futur État palestinien.
- Des dirigeants qui sont déjà des hommes d'État. Toujours Hawatmeh (considéré longtemps par bon nombre de gauchistes comme le plus à gauche et qui revendique l'opération de Maalot).
- Des alliés « *internationaux* » pour le moins douteux, des staliniens de Front rouge à l'Armée rouge japonaise Kozo Akamoto (auteur du massacre de Lod), petit groupe fascisant qui s'est illustré par la torture et l'exécution de ses militants dissidents !
- La dynamique palestinienne est profondément morbide : la lutte pour une cause « *au-dessus de la mêlée* », pour l'idée que représente la nationalité, le territoire, l'hégémonie. Actions suicidaires, kamikazes, idéaux pour quelques intellectuels fanatiques qui n'ont pas réussi à entraîner l'ensemble des Palestiniens dans une guerre suicide contre Israël, et qui sont obligés de recruter dans les couches marginales et désespérées de quelques mouvements gauchistes français, allemands ou japonais.
- En définitive qui sont ces terroristes internationaux ? Le plus souvent des intellectuels, soit d'origine (le pourcentage d'étudiants dans les différentes universités d'Afrique ou d'Europe, est, en rapport à la population palestinienne, très important pour une nation arabe), soit des gens qui le sont devenus grâce aux privilèges du militantisme international : voyages, contacts, habitude de fréquenter différents milieux, clandestinité, etc..
- D'après ce qui nous est relaté, même par la presse bourgeoise ou « *révolutionnaire* », depuis la défaite de l'insurrection jordanienne (qui s'est faite en grande partie contre les organisations militaires) où des populations ont tenté de matérialiser elles-mêmes, et de fait, un territoire pour y vivre, il n'y a plus de mouvement révolutionnaire dans cette partie du monde.

Martin

Extraits de l'article paru dans *La Lanterne noire*, numéro 1, 1974

***Note de l'éditeur.** Nahef Hawatmeh était le leader du Front démocratique de la Palestine (FDLP), issu du FPLP, le favori des maoïstes, donc de Front rouge en France.

**“L’expérience est la lan-
terne qui éclaire le che-
min déjà parcouru.”**

Proverbe chinois

Prix en librairie : 3 euros